

rouge

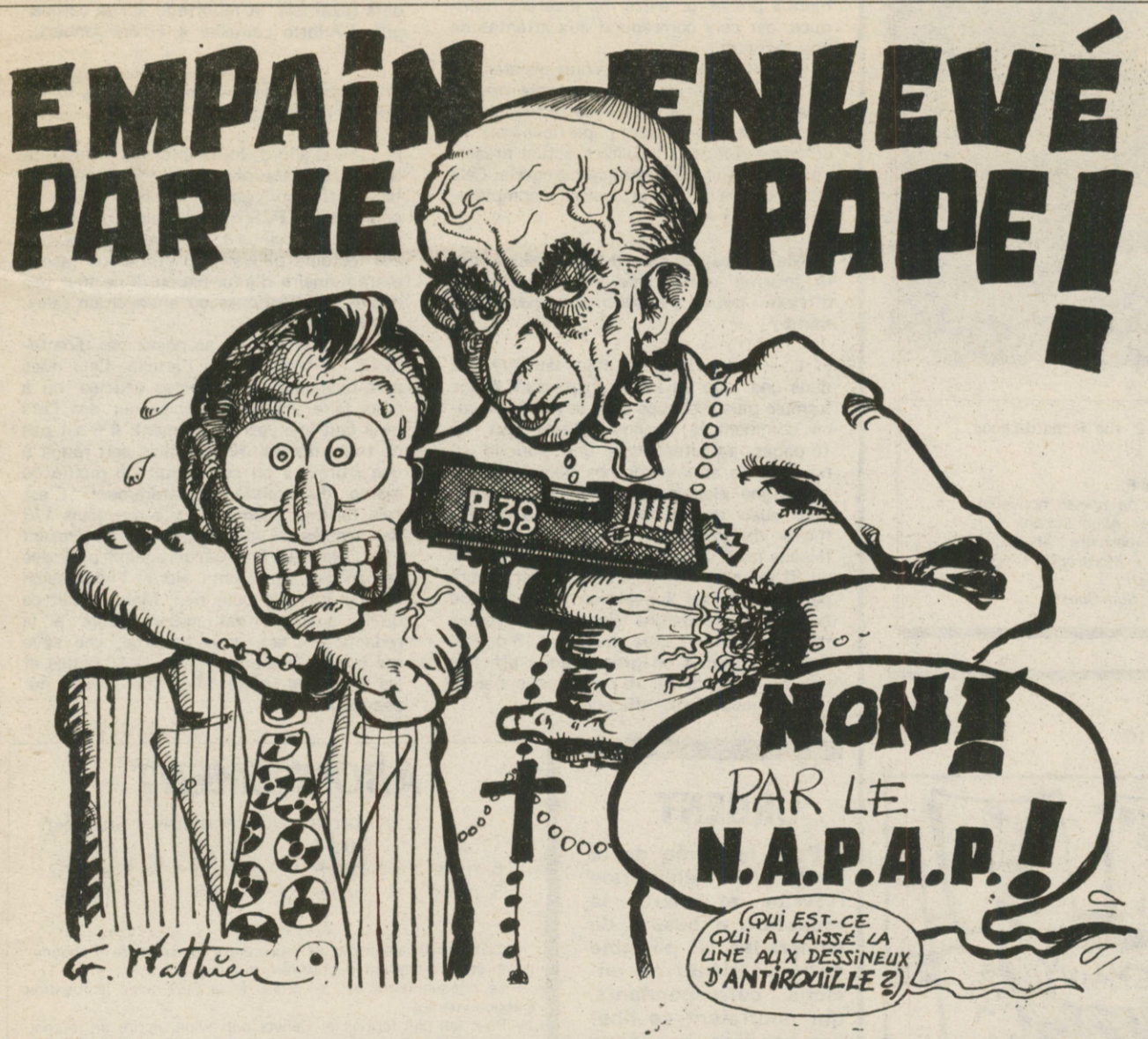
quotidien communiste révolutionnaire 1F80.

Algérie 1,80 dinar, Belgique 18 FB, Grèce 22 DR, Hollande 1 florin, Italie 350 L, Luxembourg 15 FL, Maroc 2,10 dirams, Portugal 15 escudos, Suisse 2,25 FS.

Pour retrouver le baron nucléaire

200 000 CONTROLES POLICIERS

- Les NAPAP : aucune responsabilité dans l'enlèvement
- Peyrefitte : appel à la délation généralisée Lire page 3



NON MONSIEUR PEYREFITTE !

Barrages, contrôles, perquisitions, les flics partout ; les partisans de l'ordre sont heureux, ils vont pouvoir enfin singer leurs émules d'Allemagne de l'Ouest. L'enlèvement du baron Empain tombe à point au moment où s'ouvre dans le pays une bataille politique que la droite n'était pas sûre d'emporter.

Nous ignorons qui sont les auteurs du rapt mais par contre nous savons que l'extrême droite nous a déjà habitués à de pareilles initiatives lors de l'affaire Hazan. Nous savons aussi comment en Italie certains groupes fascistes n'ont pas hésité à multiplier ce type d'actions pour mettre en place une « stratégie de tension » destinée à dramatiser la situation et à ressouder derrière les forces de répression de l'Etat bourgeois une union nationale à laquelle participent honteusement les partis ouvriers.

Nous n'avons que du mépris pour le baron Empain et nous devons dénoncer la campagne hypocrite de toute la grande presse qui se lamente sur le sort de ce P-DG mais n'a jamais tiré une seule fois sur le sort de dizaines de milliers d'ouvriers qu'il exploite et parfois licencie.

Cependant, nous sommes convaincus que ce type d'enlève-

ment ne fait en rien progresser la lutte des travailleurs contre le patronat, bien au contraire, elle permet aujourd'hui à tout l'arsenal policier de se mettre en branle et de passer à l'exercice. Quelle aubaine pour ceux qui veulent nous acclimater à la présence quotidienne du flic !

Nous condamnons donc cet enlèvement pour les raisons exactement inverses de M. Peyrefitte, tout simplement parce qu'il ne nous aide pas dans notre lutte pour abattre son régime.

Non, M. Peyrefitte, ne comptez pas sur nous, ne comptez pas sur les travailleurs pour réaliser l'union sacrée, ne comptez pas sur nous pour accepter sans riposte votre quadrillage policier et l'institution en France du système de la délation, ne comptez pas sur nous pour oublier que derrière vos phrases sentencieuses sur la démocratie et les libertés, se cache l'homme qui a bafoué le droit d'asile en France en expulsant Klaus Croissant. Vous êtes membre d'un gouvernement qui n'a aucune leçon à donner aux travailleurs en matière de libertés.

Oui, M. Peyrefitte, l'union nous la réaliserons mais pour chasser votre régime.

Alain Krivine

N°559 MERCREDI 25 JANVIER 1978

Attentat fasciste à la bourse du travail de Toulouse

Lundi soir, vers 22 h 30, un incendie criminel a ravagé la grande salle de la bourse du travail de Toulouse, siège de l'union départementale CGT. L'an dernier, au printemps, un attentat détruisait entièrement la bourse du travail de Grenoble. Dans les deux cas, il s'en est fallu de peu que des vies ne soient supprimées. A Toulouse, les militants présents ont réussi à empêcher que le feu ne gagne les étages, et s'ils sont tous sains et saufs, ils ne le doivent qu'à leur sang-froid. L'origine de l'incendie ne fait bien sûr aucun doute tout comme l'attentat de Grenoble ne faisait aucun doute. Qui protège les coupables, fascistes de tous poils qui ne craignent pas de tuer ? Pierre Maître fut l'une de leurs victimes l'an passé aussi.

Au rassemblement appelé hier par elle, la CFDT, la FEN et l'UNEF, la CGT ne manqua pas, par la bouche de son secrétaire départemental Blanco, de dénoncer les responsabilités du pouvoir dans l'impunité des groupuscules d'extrême droite et de rappeler que ce sont les mêmes qui détruisent les locaux ouvriers ou tuent et qui font le service d'ordre d'un Giscard, en campagne.

Mais en guise d'autodéfense ouvrière, la CGT se contenta de remerciements au PCF « qui aux premières heures apportait son soutien ».

J. L.

Reconstitution du Wafd en Egypte

Les autorités égyptiennes viennent de donner leur accord à la reconstitution du Wafd, l'ancien parti nationaliste égyptien. Soutenu par 22 députés au Parlement, le nouveau Wafd a repris un certain nombre de thèses du régime Sadate dans son programme, sans doute pour faciliter sa reconnaissance. « La coexistence entre le secteur privé et le secteur public », « l'amour et non pas la lutte de classes » y sont prônés et le parti reconstitué fait du droit coranique la « source unique » de la législation. Plus grand-chose à voir avec les positions laïques libérales et nationalistes égyptiennes de l'ancien.

Mais l'essentiel n'est pas là. Comme le disaient lundi dans « Rouge » Sanaa Lotfi et Andreas Dugrandin, ce parti, soutenu par les Américains et les saoudiens et bénéficiant par ailleurs d'une image plus libérale et intègre que l'actuel gouvernement, pourrait constituer une solution de rechange centriste à l'actuel régime de Sadate si les circonstances l'exigeaient.

Nous terminons par ailleurs aujourd'hui la publication de notre reportage sur l'Egypte.

Lire page 12

Dernière minute : un chômeur s'est suicidé par le feu

Un chômeur de 49 ans, d'origine polonaise, s'est immolé par le feu hier en début d'après-midi dans un immeuble de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

Stephan Andrzejewski n'a pas laissé de message pour expliquer son geste. On sait seulement qu'il était chômeur. Dans la France de Giscard ce peut être la raison d'un désespoir mortel.



fête Antirouille
vend. 3 fév. - 18 à 24 H.
hippodrome de Paris
porte de Pantin

REPOSE A TRITON: LES VIEUX SYMBOLES NE S'USENT QUE SI L'ON S'EN SERT

Mon dessin illustre un article intitulé « La pédophilie pour que s'ouvre un débat... ». Le débat s'ouvre donc, sans doute pas sous l'angle souhaité par S. Triton ni peut-être par Yvan Boyer, l'auteur de l'article, mais il s'ouvre quand même...

Ce dessin est paru dans *Rouge* et non dans *Minute*, voire même dans *Charlie-Hebdo*: intégré dans le journal, il se situait par là même, qu'on le veuille ou non, à un niveau de lecture déjà au second degré par référence à une appréciation manichéiste de son contenu. Je veux dire qu'on ne peut l'interpréter que dans le cadre du journal, et dans ce cadre-là seulement, à travers la perception qu'en auront eue des lecteurs déjà avertis, mais avertis de quoi au fait ?

Car ce qui m'est reproché, c'est d'avoir fait ce dessin précisément pour *Rouge* qui lutte contre toutes les formes d'oppression et — s'agissant de pédophilie — d'oppression sexuelle en particulier.

J'en arrive donc au dessin pour rappeler ce que disait Konk dans son interview à *Rouge*: « Le dessin (...) quand c'est bien fait ça se retient, mais ça présente aussi pas mal d'inconvénients pour un journal, entre autres, ça veut dire une chose et pas une autre. La signification est très précise, ça ne permet pas de louvoyer comme dans un article. »

Dans le cas présent, mon idée de départ en faisant ce dessin était de montrer que la pédophilie peut exister sans être choquante ni effrayante, jusqu'à pouvoir s'intégrer parmi les jouets des enfants. En me souvenant du célèbre *Catalogue d'objets introuvables* du dessinateur Carelman (éditions Pauvert), j'ai imaginé ce « vélocipédophile » *corpus delicti* sans penser, je le reconnais, qu'il pouvait « renvoyer aux pires phantasmes en s'y complaisant » (S. Triton). Sur le plan de la lisibilité du dessin et de son efficacité, c'est un constat d'échec, je le reconnais également, puisque l'image d'un vélo semble évoquer irrésistiblement l'insulte

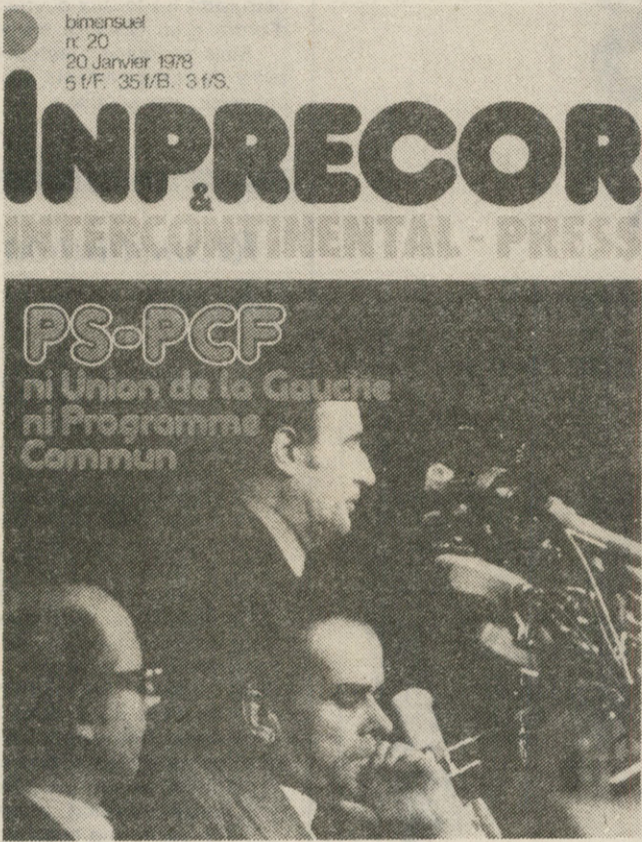
« pédale », dont pédéraste, ce qui n'était en aucun cas mon intention.

Mais alors ne faut-il manier que des images au-dessus de tout soupçon ? Faudrait-il toujours enfoncer des portes ouvertes (même difficilement) dans *Rouge* ? Si j'avais mesuré, en le dessinant, les implications péjoratives, voire grossières du « vélocipédophile », aurais-je eu raison de le censurer ? (Entre parenthèses, elles n'apparaissent pas comme telles aux camarades de la rédaction et du secréta-

riat présent ce soir-là.) Je n'en suis pas sûr.

Je ne contredirai pas S. Triton quand elle écrit qu'il faut « dévoiler ce que le rire masque d'idées reçues, de peur », car précisément, je le répète dans un journal comme *Rouge*, ce sont les idées reçues qu'il faut montrer du doigt, accentuer et finalement détourner : les vieux symboles ne s'usent que si l'on s'en sert ; encore faut-il bien sûr s'en servir, d'accord.

Bertrand Daullé



Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84.
Télex : PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46.722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil ;
Riccobono (pour le Sud-Est) ;
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

PAS DE PANIQUE...



OBJECTIF 15000
ROUGE SUR 16 PAGES
A partir de mercredi 1er février
Interview de deux membres du comité de rédaction

• Pourquoi passer sur 16 pages ?

F. L. — *Rouge* est le plus petit quotidien en nombre de pages. *Libération* est sur 16 pages, parfois sur 20 pages. *Le Matin* paraît maintenant sur 28 et 32 pages. *Le Quotidien de Paris* sur 20 pages. Sans parler de journaux comme *le Monde*... Il faut bien comprendre que nos 12 pages nous imposent des choix draconiens chaque jour. Il faut réduire, couper, sélectionner, amputer les articles. C'est déjà très difficile dans une période normale. Pendant une période électorale, cela risquerait de faire baisser la qualité du journal. L'actualité commence déjà à être très chargée, il y a beaucoup plus d'informations, de déclarations, de débats. Bref, on étouffe sur 12 pages. Dans ces conditions ne pas passer à 16 pages nous obligerait : soit à faire l'impasse sur une série de débats politiques entre la majorité et la gauche, entre l'extrême gauche et les réformistes, des courants d'extrême gauche entre eux, etc. ; soit à donner sa vraie place à la campagne mais alors au détriment du reste du journal, de sa dimension internationaliste, ou d'autres rubriques ; cela détruirait l'équilibre que nous voulons « jalousement » préserver entre les diverses rubriques, car cela correspond aux attentes de nos lecteurs.

S. P. — Oui, il faut beaucoup insister sur cet équilibre. Si on ne le respecte pas on fera des « frustrés ». Chaque lecteur a une lecture et une attente particulières en achetant *Rouge*. L'équilibre actuel préserve les exigences de chaque catégorie. Cela nous conduit à faire un journal « complet », un véritable journal.

• Mais n'est-ce pas du luxe alors que le journal reste très insuffisamment diffusé pour s'équilibrer financièrement ?

F. L. — Non. Nous ne nous lançons pas dans une fuite en avant en passant à une formule plus coûteuse sans savoir à l'avance comment la financer. D'une part, ce 16 pages se situe dans une période où nous allons augmenter nos ventes, par la campagne électorale, et où nous organisons aussi une grande campagne de diffusion du journal. D'autre part, nous le faisons pour un temps limité, du 1er février au 31 mars et son financement est assuré par la LCR, une subvention prise sur son budget de campagne électorale paye les frais supplémentaires dus au 16 pages. Cela correspond en gros à deux affiches nationales, sorti sur 16 pages nous a semblé beaucoup plus efficace.

• Comment cela va se traduire dans la présentation du journal ?

S. P. — Nous n'allons pas faire une sorte de supplément quotidien pour la campagne. Au lieu de faire une rubrique « Campagne électorale » qui ne serait qu'un fourre-tout, nous allons affecter 6 pages qui seront dans la « dynamique de la campagne électorale ». Je m'explique. Il y aura une multiplication de sous-rubriques, qui sont particulièrement concernées par la campagne électorale. La sous-rubrique « Droite » par exemple qui, dans une période normale, n'a pas forcément de raison d'être, devient indispensable.

Les rubriques « Politique », « Social », « Ecole », « Armée », etc. seront intégrées dans cet ensemble de 6 pages. Et d'autres rubriques auront plus d'espace, la rubrique « Femmes », par exemple, aura une page chaque jour.

F. L. — On va aussi essayer de systématiser un travail déjà entrepris. Par exemple, les réponses aux lettres de lecteurs, que pendant longtemps, faute de place et de temps, nous avons laissées à elles-mêmes. Nous allons aussi essayer de multiplier les reportages sur le terrain, suivre les candidats (exemple, le reportage sur la campagne d'Arlette Laguiller à Thiers-Ambert).

• Comment les lecteurs peuvent-ils aider la rédaction ?

F. L. — D'abord, toute information est utile. Les déclarations du candidat RPR qui fait gaffe sur gaffe, comme celles du candidat du PCF qui prévient qu'il faudra se serrer la ceinture, sont utiles au journal. Les lecteurs peuvent constituer un réseau extraordinaire d'information. Il ne faut pas hésiter à téléphoner ou envoyer un télex, ou une lettre.

S. P. — Même si on ne passe pas directement l'information ou l'article. Cela nous sert beaucoup à écrire les articles, ou à nous faire une idée précise sur des faits qu'il faut analyser rapidement. Il n'est pas du tout anormal qu'un article soit réduit à une « brève » ou soit réduit de moitié ou même disparaisse, apparemment. C'est cela faire un journal : il y a au moins 1/3 des articles ou informations qui ne passent pas. Cela peut être décourageant pour des camarades qui ont alors l'impression d'avoir travaillé pour rien. Mais en fait ce qu'ils envoient est indispensable à la rédaction, c'est, sous l'écorce, une sève qui nourrit le journal. Avec le 16 pages et les élections, c'est plus que jamais nécessaire.

URGENT

Pour la durée de la campagne électorale (février et mars) la rédaction a besoin de camarades, si possible correspondants ou anciens correspondants, qui pourraient se libérer pendant ces deux mois et venir travailler à Montreuil (contacter la direction du journal).

ABONNEMENT

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	400 F	275 F	650 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
3 mois	110 F	110 F	180 F

— Comptez un délai de dix jours entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque barré est à l'ordre de la SPN, avec la mention « abonnement ».
— Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

Je désire prendre contact avec la LCR

NOM

PRENOM

ADRESSE

PROFESSION

LIEU DE TRAVAIL

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

ABONNEMENTS LEGISLATIVES

Profitez de la pagination sur seize pages pendant les mois de février et de mars ; utilisez « Rouge » pendant la campagne des législatives : pour 100 F, abonnez quatre amis, collègues d'atelier ou de bureau, militants, pour quinze numéros.

Chèque à l'ordre de la SPN, mention abonnements sur l'enveloppe.

L'enlèvement du baron Empain

AU BENEFICE DE LA RAISON D'ETAT

- De nombreux communiqués contradictoires revendiquent l'enlèvement
- Parmi les hypothèses : rapt crapuleux ou opération d'extrême droite

Hier soir, aucune piste certaine ne se dessinait dans le cadre de l'affaire Empain. Les Noyaux armés pour l'autonomie prolétarienne ont démenti avec la plus grande fermeté avoir pris le moindre part à ce rapt. Il apparaît de plus en plus certain que l'origine des ravisseurs doit être recherché du côté des professionnels du banditisme, ou encore du côté des milieux d'extrême droite.

Car, avouons-le, indépendamment des bénéfices financiers possibles pour certains, cette affaire

tombe à point. Le bénéfice qu'en tire d'ores et déjà le pouvoir est là pour le montrer. Plus de 200 000 personnes ont été contrôlées, fouillées dans la seule journée d'hier. Un quadrillage policier sans précédent couvre Paris et sa banlieue. La presse Hersant commence une grande campagne sur la « sécurité ». Peyrefitte, ministre des prisons et académicien, a donné le point d'orgue à cette première étape de l'enquête en appelant l'ensemble des Français à se joindre aux efforts du pouvoir et

de sa police. Un appel à la délation généralisée qui ne prend même pas la peine de se cacher derrière des fioritures de style. Ce rapt est devenu une affaire d'Etat, ses suites seront traitées en tant que telles. Le sort de l'individu Empain est déjà une affaire secondaire pour ceux-là mêmes qui pleurent le plus son sort actuel. Empain lui-même a donné l'exemple : il est de ceux qui savent tirer profit de tout.

J.-F. V.

UNE AFFAIRE D'ETAT

On l'a un peu compris, le baron Empain n'est pas tout à fait n'importe qui. A partir de 1975, Empain, déjà à la tête d'un considérable empire industriel, s'assure le contrôle de Creusot-Loire. Il dispose ensuite du soutien total de Giscard, qui lui confie le monopole total de la construction des réacteurs nucléaires. Victoire qui se confirme en un second temps : Empain s'assure le leadership de la construction de la seconde génération de réacteurs : les surrégénérateurs.

Symbole de cette victoire : le CNPF admet le P-DG-baron au sein de son conseil exécutif, malgré sa nationalité belge.

Cette ascension (encore qu'Empain ne soit pas parti de très bas : la fée capitaliste ayant été généreuse pour lui dès la naissance) doit quelque peu à Giscard. Les deux hommes étaient très amis. Et ce d'autant plus que la femme du président est liée au groupe Schneider.

En cours de journée, informations et contre-informations se sont succédées. On apprenait ainsi que le groupe d'extrême droite Joris Van Severen (pour la réunification des provinces flamandes) revendiquait l'enlèvement. A notre connaissance, ce groupe n'a qu'une existence folklorique. Passons. A 16 h 45, nous recevons à Rouge un coup de fil. « Ecrivez (suivent des numéros incompréhensibles)... Nous ne sommes pas des politiques. Nous sommes des professionnels. Nous exigeons un rançon de 40 millions. » Bluff ? Farce ?

Plus tard, un coup de téléphone à l'Est républicain. Une voix différente de celle du premier communiqué. Elle prétend, elle aussi, parler au nom des NAPAP, mais cette fois-ci nie toute responsabilité dans l'enlèvement d'Empain. Plus tard encore, Libération reçoit un communiqué : les NAPAP démentent formellement « avoir pris part en quoi que ce soit dans l'enlèvement du baron Empain. » Ils nient « avoir un quelconque lien de parenté avec les individus qui ont enlevé le baron. » Le communiqué précise « n'avoir jamais compté Christian Harbulot dans ses rangs, ni comme militant ni comme sympathisant »

Alors ? Les NAPAP, c'est

Une seconde affaire Hazan ?

vraisemblable, ne sont pas responsables de l'enlèvement. L'exécution de Tramon et, dans une moindre mesure, les attentats contre le parc automobile de Renault-Flins, contre le local parisien de la CFT, contre le domicile de Peyrefitte, donnaient une certaine crédibilité à l'hypothèse inverse. Mais le fait est que si ceux qui se réclament des NAPAP ont su faire preuve de détermination, s'ils ont été capables d'actions spectaculaires, ils ont aussi accumulé nombre de bavures et d'erreurs grossières. En particulier dans la période qui a suivi l'exécution de Tramon. Les NAPAP ne sont sûrement pas ce pendant français de la Fraction armée rouge que dénonce la presse d'Hersant. Il s'agit beaucoup plus vraisemblablement d'un sigle général de référence, dont l'usage est évidemment incontrôlé par ceux-là mêmes qui l'ont lancé. On imagine

mal que les membres de ces groupes, dont certains, apparemment se sont fait parfois arrêtés dans des conditions ou bien stupides, ou bien suspectes, soient capables d'opérer un enlèvement aussi efficacement réussi que celui d'Empain.

Quelles hypothèses restent en piste ? Celle de l'enlèvement crapuleux certainement. La perfection technique du rapt le suggère. De même l'inefficacité (jusqu'à présent) des mesures de contrôle policier. Un travail de professionnels. Mais cette hypothèse n'est pas la seule. L'affaire Hazan est trop proche pour qu'on puisse exclure la piste menant à une opération d'extrême droite. Dans ce cas, on comprendrait mieux la « diversion » des communiqués émanant des soi-disant NAPAP. L'opération prendrait également un sens plus précis. Outre le gain finan-

cier possible, elle prendrait la dimension d'une provocation politique dans une période où le bénéfice final de la campagne qui commence sur le thème de la « sécurité » reviendra forcément à la droite la plus musclée.

Car, c'est un grand jeu qui se mène. Dispositifs d'urgence, « structure permanente de coordination », mise en place au plus haut niveau, polices et gendarmerie mobilisées sur l'ensemble du territoire national. A Paris, le quadrillage est quasiment sans précédent : opérations coups de poings, contrôles des identités et fouilles des véhicules se sont multipliés tout au long de la journée d'hier. Une manière aussi de mener campagne sur la « sécurité » avec comme alibi l'affaire Empain et la traque « au tueur fou de Sucy-en-Brie ». Quelle aubaine.

Jean-François Vilar

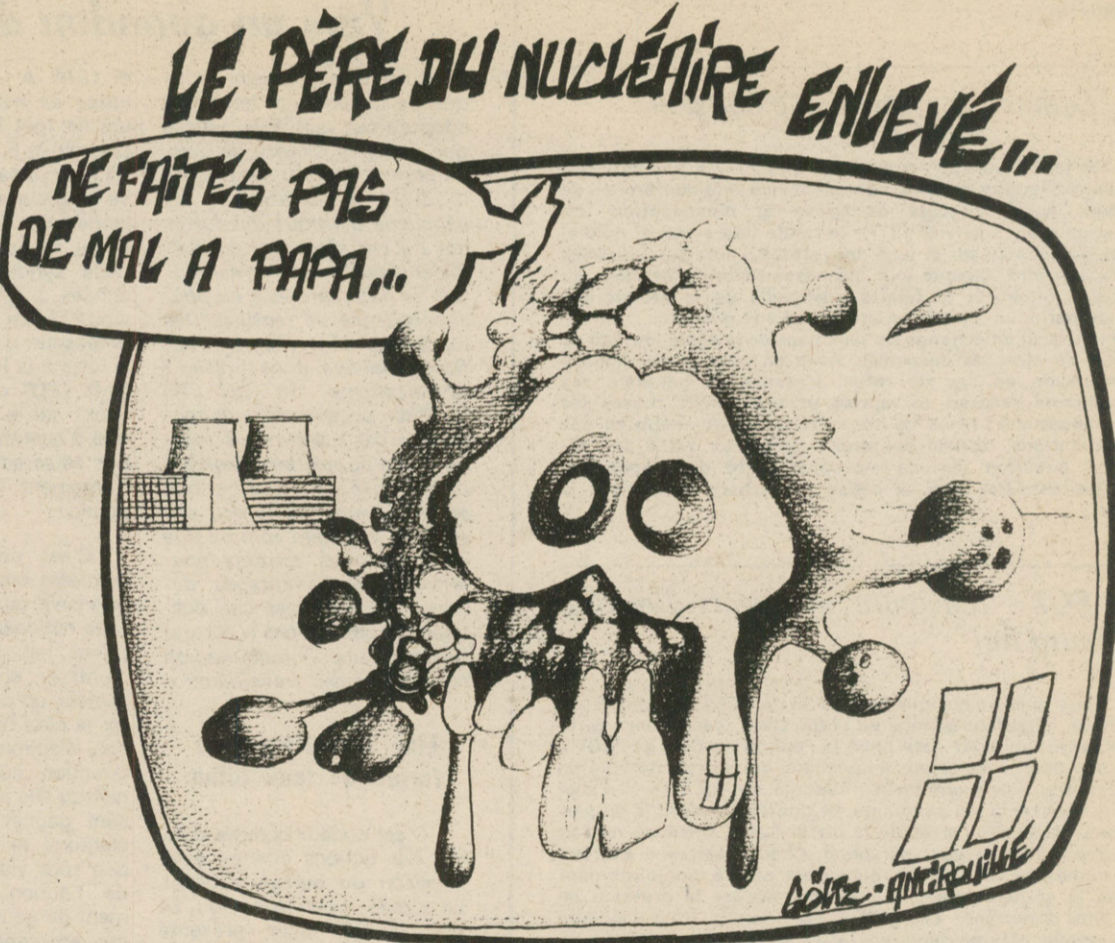
Contrôles non stop

Au péage de l'autoroute du Nord, chaque employée est doublée d'un gendarme, c'est un lieu idéal pour filtrer les véhicules. Zélés, et pour ne pas rester planqués bêtement, les flics tournent lentement autour de chaque véhicule, accroupis, debout, tenant d'une main leur képi. La Mercedes devant nous — immatriculée en Belgique — y a droit comme n'importe quelle vulgaire automobile. Nous par contre, on file sans être inquiétés. Si, en se levant, privé de radio et de journaux, on avait oublié que le baron avait disparu, voilà qui nous rafraîchit la mémoire.

De retour sur Paris, à la tombée de la nuit, le dispositif est toujours en place. Il n'y a guère que les têtes qui changent, et encore, rien ne ressemble plus à un pandore qu'un autre pandore... Porte de Montreuil, des cars bleus entravent la circulation. Un de leurs occupants nous fait signe de nous garer. Cette fois, la fourgonnette qui nous transporte, n'est pas passée inaperçue. « Madame, vos papiers, s'il vous plaît », c'est très cérémonieux tout ça. Il faut tout de même descendre, ouvrir l'arrière du véhicule, qui est vide. D'ailleurs, si on avait eu Empain sous la main, on aurait préféré le plier en quatre dans le coffre d'un véhicule plus modeste...

« Tout va bien », dit le flic. Nous voilà blanchis, lavés de tout soupçon et au suivant !

J. L.



femmes

Elaboré par Choisir

LE PROGRAMME COMMUN DES FEMMES VA SORTIR

C'est le 3 février que Choisir doit en principe présenter son « Programme commun des femmes » autour duquel sera centrée la campagne de ses candidatures.

Personne n'a encore vu ce « Programme commun » élaboré collectivement par Choisir. Dans une interview accordée au journal Marie-Claire, Gisèle Halimi précise le but et le contenu de ce programme : « Nous avons mis en commun nos mots et nos maux pour rechercher le plus grand dénominateur commun aux femmes. On nous objecte dans les partis de gauche, qu'il n'y a rien de commun entre une femme P.-DG et une ouvrière, qu'il faut compter avec les antagonismes de classes, d'intérêts, c'est vrai. Mais commun ne veut pas dire unanime. Il y aura une minorité des femmes pour n'être pas d'accord. Celles, par exemple, qui sont d'abord des chefs d'entreprises avant d'être des femmes. Mais ça ne représente pas grand-chose... »

Pour préciser mieux ce que recouvre cet adjectif

« commun » Gisèle Halimi rajoute : « Il faut prendre l'expression de Programme commun des femmes au pied de la lettre, presque au sens étymologique : ce que les femmes dans ce pays ont à dire et à revendiquer ensemble. Il ne s'agit ni d'une entente entre partis ou mouvements ni d'un programme commun de gouvernement. Il s'agit d'une interrogation de principe lancée par Choisir à tous les programmes, ceux de la majorité, comme ceux de l'opposition. »

Ainsi, encore une fois, Choisir prétend par sa démarche représenter toutes les femmes et ne prend pas position clairement entre les partis de gauche et de droite. Or, s'il est effectivement déterminant que les femmes interrogent ces derniers et posent leurs revendications, le fait que jamais le terme de socialisme ne soit évoqué, dans ces pages, est tout de même assez inquiétant.

S. T.

DE NANTES A BLOIS, ELLES SERONT CE MATIN AU MANS

Ce matin comparait devant la cour d'assises du Mans un chauffeur routier accusé d'avoir violé trois femmes qu'il avait prises en stop au cours de ses voyages.

Marie-Claire, Nicole et Martine violées par ce même homme à des moments différents ne seront pas seules devant cette cour. Depuis des mois, une campagne régionale a été engagée par les groupes femmes, des conférences de presse, de l'agitation autour de la question du viol ont eu lieu ces dernières semaines.

Ce matin, c'est un véritable rassemblement régional qui est prévu à 8 h 30 devant le palais de justice : les groupes femmes du Mans, bien sûr, mais aussi de Poitiers, Blois, Caen, Nantes, Rennes, Brest et d'autres seront représentés. Une animation est prévue toute la journée, si le huis-clos était prononcé ce qui s'est produit pour le procès des deux militaires. Lundi, des forums et débats sont prévus au Planning familial.

Bref social

● NMPP : climat explosif

La grève des employés des NMPP se poursuit, avec une même combativité. Elle même pris de l'extension, hier matin, puisque les travailleurs de Bobigny (c'est là que reviennent tous les invendus) ont arrêté le travail à 100 % en solidarité avec les employés. Dès 11 h, la CGT expliquait que, pour l'instant, ce coup de semonce était suffisant, et qu'il fallait attendre la réunion qui devait avoir lieu l'après-midi. La réunion a eu lieu. Une assemblée générale a suivi. Mais la CGT, très majoritaire dans le secteur, ne s'est pas montrée, pour en rendre compte. La CFDT et FO se sont donc chargées d'en rendre compte : aujourd'hui, le syndicat patronal se réunira à la presse parisienne pour fixer une date de réunion paritaire avec les syndicats. Ce bilan a été accueilli sous les huées des employés qui paraissent de plus en plus déterminés, d'autant que rien de précis n'est ressorti sur leurs revendications et que le patron se propose de leur retenir les heures de grève ou de leur faire récupérer. La solidarité qu'avait apportée les cyclistes, vendredi soir, a pesé : la direction considère maintenant que le problème se trouve porté au niveau de la presse parisienne. Une assemblée générale doit se tenir ce matin pour déterminer les suites à donner à l'action.

● Microfilmex : occupation

Le personnel de l'entreprise Microfilmex nous a fait parvenir le communiqué suivant : « Tout n'est pas rose au pays de l'emploi, et derrière les chiffres officiels et les discours prometteurs se cache la réalité des dessous de table, des copinages et des liquidations abusives. Ainsi, l'histoire de cette petite société de microfilm du XVIII^e arrondissement de Paris, dont nous étions les employés jusqu'au 12 janvier, date de sa liquidation judiciaire. Pourtant, les acheteurs ne manquaient pas, se proposant de reprendre locaux, matériel, raison sociale, la totalité du personnel et de poursuivre le travail normalement. Pourquoi, dans ces conditions, vingt personnes se retrouvent-elles au chômage ? Les pouvoirs démesurés d'un syndic en sont l'origine. Il peut paraître inouï que la reprise du travail se trouve suspendue à la seule décision d'un syndic, alors même que les propositions intéressantes s'accumulent sur le bureau de son étude. Espérant débloquer la situation, révoltés par autant de cynisme et d'arbitraire, le personnel a décidé l'occupation des locaux. »

● Lothar's : menace d'expulsion

Les travailleurs et travailleuses de Lothar's, une entreprise de confection de luxe, donnaient hier une conférence de presse. Après 28 jours de grève et d'occupation (cf. « Rouge » du 9 janvier 1977), la ronde des syndicats, médiateur, administrateur et juge des référés n'aura servi qu'à les faire attendre. Chaque jour qui passe favorise les plans du patron : organiser la faillite artificielle de la production. Lundi matin, un ultimatum était posé aux grévistes : reprendre le travail en échange du paiement de la seule journée de grève du mois de décembre. Avec en prime, une menace d'expulsion en cas de refus. L'assemblée générale des travailleurs refusait la reprise et maintenait toutes les revendications : refus de tout licenciement, maintien des qualifications, respect des droits syndicaux, refus de l'ancienne direction. Fort de leur combativité, de la solidarité qui les entoure, ceux et celles de Lothar's continuent la lutte.

● EGF : rencontre syndicats-direction aujourd'hui

C'est aujourd'hui que la CGT et la CFDT rencontreront Boiteux, directeur-général de l'EGF. C'est précisément cette rencontre qui avait déterminé la Fédération CGT de l'EGF à ne pas donner suite au mouvement qui s'était déroulé en décembre. Plus exactement, c'est ce qui lui a servi d'alibi pour imposer à ses syndicats, et donc à l'ensemble du personnel de l'EGF, l'arrêt de la lutte. Cette entrevue ne fait pourtant illusion pour personne. Chacun sait que Boiteux ne cédera pas à froid ce qu'il s'est refusé, conjointement avec le gouvernement, à concéder malgré la pression de l'action déterminée des gaziers-électriciens. Il l'a d'ailleurs clairement affirmé dans une lettre de la CFDT : « Il est parfaitement clair que les propositions que nous vous ferons s'inscriront dans le cadre de la politique salariale que concrétise la convention signée avec certaines fédérations de nos établissements. » C'est précisément contre cette convention, véritable carcan à la négociation salariale, que la grève avait démarré en décembre. Mais il est vrai que depuis, la CGT a lancé un référendum, qui se déroulera mardi prochain, qui revient sur cette convention qu'elle dénonçait précédemment. Mais il est vrai encore que cette même Fédération CGT a une fâcheuse tendance à oublier les revendications initiales qui ont mobilisé les travailleurs d'EGF : rappelons qu'elle avait déclaré, à l'annonce de la réunion d'aujourd'hui : « Toute mesure positive, même si elle ne règle pas le fond du problème posé, sera bénéfique pour le personnel. »



NERVIS-DANONE

Dans la cour de l'usine Gervais-Danone, à Marseille, quatre des soixante nervis qui ont investi l'entreprise occupée par les grévistes et démenagé le matériel. Masqués,

casqués, armés, voici les miliciens du libéralisme. Pour ces exécuteurs de basses œuvres, les patrons paient bien : 1 000 F par jour. Mais il faudra bien qu'un jour, devant les

travailleurs, ces hommes de main paient cher, très cher (photo Gobet/Gamma).

LA CFDT PREPARE L'APRES MARS 1978 (2)

Le conseil national de la CFDT, parlement de la confédération qui rassemble trois fois l'an les représentants des fédérations et des régions, se réunit demain 26 janvier jusqu'au 29. Il discutera un rapport présenté par Jacques Moreau au nom du bureau national, que « Syndicalisme » annonce comme important. Nous avons analysé hier les éléments

de ce rapport, ainsi que le nouveau langage confédéral, clairement orientés vers la perspective d'une « étape de gestion de la crise ». Cette orientation trouve sa traduction sur le plan de la tactique des luttes, des revendications, de la politique unitaire de la CFDT.

Vers un abandon des grandes revendications ouvrières

C'est à une révision critique de la tactique des luttes adoptée ces dernières années que Jacques Moreau se livre, au nom du bureau national de la CFDT : « L'affirmation du débouché politique des luttes nous a entraînés (...) à privilégier l'action gouvernementale et nationale et a eu pour conséquence de renforcer les tendances à privilégier l'action syndicale à ce niveau » (Syndicalisme du 12/1/78). L'action passée est « dangereuse » car « destinée à marquer une opposition résolue à la majorité gouvernementale et au patronat dans son ensemble, plus que comme une offensive tous terrains pour arracher des avantages divers ». Dangereuses car, politisantes, ces actions n'ont pas favorisé une « mobilisation majoritaire des travailleurs ».

et 1974. A-t-il oublié que ces luttes se heurtèrent au front uni de tout le patronat et du pouvoir ? E. Maire, dans sa critique juste mais bien tardive des journées d'action sans lendemain, évite le vrai bilan de la tactique des organisations syndicales depuis des années. Il fallait, pour vaincre aux PTT, en 1973 entamer un processus d'élargissement de la lutte à la Fonction publique. Ni la CFDT ni la CGT ne l'ont voulu, car le refus de la politique d'austérité gouvernementale se serait alors mué en affrontement politique avec le pouvoir.

C'est pourquoi les deux centrales ont limité la contre-offensive ouvrière à des journées nationales d'action répétitives, et laissé les luttes s'épuiser, en expliquant fausement qu'on pouvait grignoter le plan Barre. A deux mois des élections législatives, la direction confédérale reconnaît qu'elle a péché en se laissant gagner par l'attentisme électoral et par le sentiment que tout viendrait d'en haut, de l'action d'un gouvernement de gauche. La correction qui accompagne cette auto-critique un peu légère est cependant la plus grave :

« Obtenir des résultats concrets, donner espoir, passer par les nécessaires compromis avec ceux qui dirigent l'économie et la vie sociale », écrit J. Moreau.

Des revendications compatibles avec une économie en crise

Refuser la globalisation de l'action implique en effet de déplacer le niveau où s'élaborent les revendications : de national qu'il était, il doit se décentraliser, se diffuser à tous les niveaux de négociation possible, afin, dit-on, rendre compte des aspirations vivantes. La direction confédérale explique qu'il s'agit là d'une démarche « autogestionnaire ». On peut craindre qu'elle signifie plus simple-

ment l'abandon des revendications essentielles pour émettre le combat des travailleurs. Ce serait diviser un peu plus la classe ouvrière quand elle a besoin de s'unifier contre le patronat, contre un gouvernement de droite si la « majorité » est reconduite, face à un gouvernement de gauche pour lui rappeler ses promesses et lui signifier qu'elle n'acceptera ni recul ni capitulation de sa part.

On peut craindre encore plus un abandon des principales revendications unifiantes quand il est proposé de réfléchir à leur compatibilité avec la démarche d'ensemble : la construction progressive d'un nouveau type de développement. La question de la compatibilité des revendications sur l'emploi avec les « revendications disponibles » est posée.

La direction confédérale est-elle prête à négocier une réduction du temps de travail qui libérerait des emplois contre une baisse des salaires ? ainsi que le suggérait E. Maire dans une interview au « Monde » le 17 août dernier ? Est-elle prête à revenir sur un vote du conseil national de juin 1977 qui incluait dans la plate-forme CFDT la revendication : vers les 35 h sans réductions de salaire ?

Le bureau national est-il prêt à des compromis sur la revendication du SMIC à 2400 F (plusieurs fédérations demandent le salaire minimum à 2500 F) pour des promesses d'augmentation des formes collectives de consommation ? On comprendrait mieux alors son opposition farouche à la revendication d'échelle mobile des salaires, destinée à garantir le maintien du pouvoir d'achat.

La direction confédérale agit un nouveau mot d'ordre : les « objectifs négociables ». A-t-elle oublié, pour mieux le transgresser, cet aligné 132 de la résolution du 37^e Congrès de la CFDT. « Dans la lutte de classe, il n'y a pas de trêve. La CFDT refuse toute modération des

revendications, toute idée de trêve sociale »

Retrouvailles avec FO ?

Le tournant qu'amorce la CFDT si le conseil national suit le bureau national s'accompagne logiquement d'une réorientation de la politique unitaire. La politique passée a privilégié « une pratique très nationale et, somme toute, centralisée » écrit J. Moreau (Syndicalisme du 12/1/1978). Il poursuit : « L'unité d'action à deux découle du refus de la CGT-FO de travailler en commun avec la CFDT et la CGT. En 1965, nous souhaitons une unité d'action à trois. » Inclure l'ensemble des organisations ouvrières, et donc FO, dans l'unité d'action est fondamentalement juste. Mais il s'agit présentement de faire pièce à la CGT, et d'opérer un certain rapprochement sur le fond avec FO : Les deux centrales réduisent le combat syndical à la négociation et insistent sur sa dépolitisation.

Quelles seront les réactions du conseil national de la CFDT au nouveau langage et à la réorientation confédérale ? Les fédérations dites de « la contribution », minoritaires au congrès d'Annecy, s'opposent probablement avec vigueur. L'influence des idées du CERES est notable dans plusieurs d'entre elles. Reste à savoir si les membres du conseil jugeront ces idées recevables dès maintenant par les militants et les travailleurs, ou proposeront de sursoir. La CFDT est en effet la seule organisation, à gauche, qui commence à parler ouvertement de gestion de la crise.

Il est significatif que le PCF, qui fait une cour assidue à la CFDT, ne dise mot de la nouvelle politique cédétiste alors qu'il fait feu de tout bois contre le PS. Ce silence signifie que le PCF pourra lui-même tenir aux travailleurs un langage de « vérité » et de « sacrifice » quand il jugera réalisé un autre rapport de forces au sein de la gauche.

Michel Thomas

« En cas de victoire, nous voulons des ministres communistes » déclare Georges Marchais

• Il refuse de se prononcer sur le désistement au second tour

Depuis plusieurs jours, les déclarations de Georges Marchais sont très remarquées. Contrairement à la tonalité générale de son rapport à la conférence nationale du début janvier, il reparle des « camarades » socialistes. Il centre ses interventions sur les nécessaires ministres communistes. Ainsi, à Marseille, dimanche soir : « Si la gauche gagne, il faut des ministres communistes. » De même, mardi, à un dîner de presse où tous les journaux, sauf « Rouge », étaient présents, il déclare : « Nous voulons réussir avec les camarades socialistes une expérience originale et unique, c'est-à-dire une action commune au gouvernement pour réaliser les transformations démocratiques qui s'imposent et ouvrir, ensemble, la voie à une société socialiste. » Pour cela, « nous voulons la victoire en mars, nous voulons des ministres communistes, nous voulons une politique de gauche, c'est-à-dire la satisfaction des aspirations de notre peuple. » Et, il rappelle sa constante insistance sur ce point dans ses rapports précédents.

Il n'empêche que tout le monde aura remarqué un certain déplacement de l'argumentation. Lors de la conférence de presse de lundi, les journalistes

Une évolution qui risque de ménager plus d'une surprise à ceux qui ont vu dans la conférence nationale un refus définitif de gouverner. La campagne du PCF depuis trois mois correspond au contraire à une volonté contradictoire : celle d'aller au gouvernement tout en conservant son hégémonie politique sur la classe ouvrière. L'Union de la gauche telle qu'elle a été pratiquée depuis 1972 avait abouti pour lui à un échec. Sur le seul plan électoral, elle a permis la recomposition d'un Parti socialiste majoritaire dans la gauche. Et les municipales montraient que l'extrême gauche devenait également un danger.

La nouvelle tactique cherche à renverser ces tendances, à imposer au Parti socialiste des garanties institutionnelles pour sa participation au gouvernement et à consolider le parti. Mais elle n'est pas une stratégie de rechange. « Nous n'en avons pas d'autres », n'a cessé de répéter Georges Marchais depuis la rupture de septembre. Or, aller au gouvernement dans le contexte de crise économique actuelle ne peut déboucher que sur une politique d'austérité. Ce qui dans une période d'expansion économique (1972-1974) n'était pas immédiatement contradictoire avec la volonté de conserver son hégémonie sur la classe ouvrière peut le devenir dans le contexte actuel.

La contradiction dont la direction du PCF a dû prendre conscience en tirant un bilan d'échec de l'Union de la gauche se maintient donc. Il n'est pas si facile d'en sortir.

Un nœud de contradictions

C'est que, pour garder son influence dans la classe ouvrière, le PCF doit proposer une perspective politique solide et convaincante. Depuis Mai 1968 tous les partis ouvriers sont contraints de répondre à ce problème. La signature du Programme commun était cette réponse. Et aujourd'hui le PCF n'a rien d'autre à proposer que de gouverner avec le Parti socialiste.

Mais pour ne pas y perdre, il a besoin de garanties. Au plan institutionnel, ses 28 000 élus ne suffisent pas. Sa place dans le secteur public — les P-DG des entreprises nationalisées — et au gouvernement — les ministres communistes — doit être beaucoup plus importante. Sur le plan militant son appareil dans les syndicats et les municipalités doit être sans faille. On ne peut tolérer l'apparition d'une quelconque opposition à la CGT. Aussi malgré les proclamations pluralistes, les militants socialistes qui expriment leur divergence au CCN sont reçus par un feu roulant d'invectives. Dans les municipali-

n'ont pas eu droit au couplet habituel sur le « virage à droite du Parti socialiste ». Marchais n'a pas, non plus, repris le chantage, au désistement. S'il n'est pas sorti du « silence alambiqué » que lui reprochait, lundi, Mitterrand, dans le Var, il s'est refusé à répondre nettement aux questions directes des journalistes. S'agit-il d'un nouveau virage tactique de la direction du PC ? Il est trop tôt pour le dire, même si ce changement d'accent correspond à des sondages peu concluants pour la ligne de la conférence nationale. Alors que le PS progresse, le PC stagne à 21 %. Ces évolutions dans le langage des meetings coïncident avec de nouveaux appels aux « gaullistes de progrès », bien oubliés ces temps-ci. Dans la revue gaulliste « l'Appel », Georges Marchais qui donne pour la première fois une interview à ce genre de publication, réitère son souhait d'une « quatrième composante gaulliste de l'Union de la gauche ». Il tient également des propos rassurant sur la force de frappe et la Constitution.

Autant de points qui révèlent au moins les contradictions dans lesquelles se débat la direction du PCF.

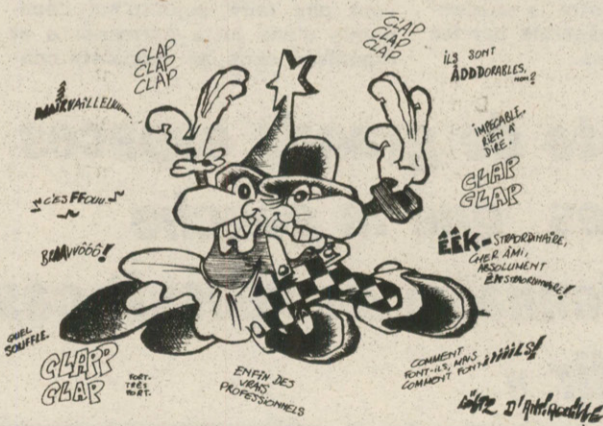
tes, le souci est identique et le PCF a organisé minutieusement sa fraction pour « coopérer dans la différence » avec les socialistes.

Mais cette tactique est perçue par beaucoup de travailleurs comme dangereuse, surtout lorsqu'elle aboutit à un refus de désistement. Elle risque de laisser passer la droite et finalement, malgré ses « bonnes intentions », d'aboutir à une catastrophe. Si la fermeté vis-à-vis du PS est appréciée par ceux qui craignent la trahison de Mitterrand, elle peut aussi se transformer en son contraire, du simple point de vue électoral. Des indices comme la perte par la CGT de 5 % des voix aux dernières élections professionnelles à Renault avertissent la direction sur ces contradictions. Mais elle n'a guère le choix. Dans le dernier

numéro de *France nouvelle* Jean Colpin et Paul Laurent insistent sur la « priorité » de l'activité du PCF dans les entreprises. Les cellules ne prennent pas assez d'initiatives politiques, elles font « l'erreur de croire que le terrain revendicatif est le seul terrain à occuper ». Le parti « s'est laissé un peu attirer naturellement, presque spontanément, dans une activité hors de l'entreprise, c'est un défaut qu'il faut à tout prix corriger ».

Mais l'exhortation des militants ne suffit pas à sortir une orientation de ses impasses. Finalement, les modulations du ton et de l'argumentation du PCF font, pour l'instant, plus apparaître les contradictions dans lesquelles se débat sa direction qu'un nouveau virage tactique.

Jean-Yves Touvais



SCISSON A L'OCT

Des camarades qui, lors du dernier congrès de l'OCT (fin novembre 1977), ont animé le courant A, minoritaire, ont pris la décision de quitter l'organisation lors d'une réunion qui s'est tenue ce week-end dernier. Cette décision, selon les informations que nous ont confirmées les camarades de la direction de l'OCT, concerne la plupart des membres minoritaires du comité central.

Au terme de ce congrès, le courant A avait obtenu 34 % des mandats, contre 62 % pour le courant B, majoritaire. Le comité central, composé de 56 membres, avait été élu à la proportionnelle des courants. Dans une tribune libre de bilan du congrès, les camarades du courant A expliquaient pourtant : « Cette décision était conditionnelle, il fallait que tous les membres du comité central s'engagent individuellement à se battre dans l'OCT sur le contenu d'une résolution portant sur une appréciation sur les débats de courants préparatoires à ce congrès (...) avec laquelle la minorité avait exprimé son total désaccord trois heures auparavant. »

La dureté des débats préparatoires et, naturellement, la profondeur des divergences avait provoqué,

dés avant le congrès, le départ d'un groupe de militants, pour la plupart membres de l'ex-Gauche ouvrière et paysanne (une des organisations constitutives de l'OCT). Ces militants ont constitué un « Comité d'initiative pour la gauche ouvrière » qui, à ce jour, n'a guère eu de manifestations publiques.

Depuis le congrès semble-t-il, les départs de l'ex-courant A se sont multipliés. La scission de ce dernier week-end n'était donc pas imprévisible. Il apparaît cependant que les camarades sortants n'aient pas pour projet de constituer une autre organisation.

« Nous ne désespérons pas de notre combat pour transformer l'OCT et toute l'extrême gauche », disaient les camarades du courant A dans leur bilan d'après-congrès. La scission s'inscrit en faux contre cette volonté. Les camarades de l'ex-courant A n'ont pas encore fait connaître publiquement les considérants de leur départ. Il va de soi que nous leur donnerons la possibilité, ainsi que pour les camarades de l'OCT, d'exprimer leur point de vue dans « Rouge ».

J.-F. Vilar

Un nœud à votre mouchoir

• Besançon

Dans le cadre de la mobilisation contre l'expulsion de l'étudiant marocain Kharmoudi, le collectif universitaire contre l'expulsion a invité la troupe le Théâtre arabe dans l'émigration à présenter son spectacle « Guignol et J'Ha », mercredi 25 janvier, 20 h 30, au cinéma Montjoye, avenue de Montrapon.

Le bénéfice de cette soirée est destiné exclusivement à couvrir les frais de justice occasionnés par la défense de Kharmoudi. Il y aura également un orchestre marocain.

• Nancy

La LCR appelle ses sympathisants et les lecteurs de « Rouge » à se réunir ce soir à 20 h, au CES, 20, rue Victor-Lemoine, pour préparer la campagne.

• Cherbourg

Meeting-débat de la LCR : jeudi 26 janvier, 20 h 30, salle des fêtes.

• Caen

Meeting-débat sur la sexualité organisé par l'OCT, ce soir, 21 h, salle du Sépulcre. Forums : femmes, jeunes, homosexualité.

• Grenoble

Réunion des lecteurs de « Rouge » sur le campus mercredi 25 janvier de 13 h à 14 h 30 amphithéâtre 5, sciences sociales.

• Clermont-Ferrand

Le jeudi 26 janvier, à 20 h 30, à la faculté de droit, réunion sur le droit d'asile et l'affaire Klaus Croissant avec M^{re} Jean-Jacques de Felice. Ce débat est organisé par le collectif de soutien à Klaus Croissant et le Cercle de recherches et d'études socialistes (CRES).

• Rouen

Meeting Lutte ouvrière, avec Arlette Laguiller, halles aux toiles, 20 h 30, jeudi 26 janvier.

Réunion du groupe Technique rouge : changer la société comment ? Les législatives, ce que proposent les révolutionnaires. Bilan des luttes dans les CET de Rouen et la région. Un débat sur « Barricades ». Mercredi 25 janvier à 14 h à la bibliothèque Taupe rouge, 6 bis rue de la Maladerie (près de la gare Rouen droite).

• Paris

Quatre heures pour l'autogestion. 19 h : nationalisation, planification et autogestion avec les auteurs de l'« Utopie réaliste ». Quelle place pour le mouvement des femmes dans la vie politique ? Ecologie et politique. Autogestion, réforme et révolution. Le Front autogestionnaire lance sa campagne. Mercredi 25 janvier, à la Mutualité.

• Périgueux

Pierre Thierry, objecteur et insoumis à l'ONF, passe en procès mercredi 25 janvier à Périgueux, à 14 h. Il dénonce le saccage de la forêt et l'exploitation des forestiers par l'ONF. La LCR, le PSU, les Amis de la Terre, Nature et Progrès, VVAP et l'Ecole émancipée appellent à le soutenir en assistant nombreux au procès.

• Tours

Meeting des groupes femmes de Tours contre le viol, mercredi 25 janvier 20 h 30, salle Beaujardin (angle rue Ch. Collomb, rue Beaujardin).

• Candidats révolutionnaires : rectificatif

LA ROCHE-SUR-YON

Les candidatures présentées résultent d'un accord entre les organisations LCR et OCT qui se réclament de l'accord national « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », le CEPAR (groupe local), le PSU, « le groupe autogestionnaire » et le GRANV.

DANS LES PYRENEES ORIENTALES

« Rouge » a annoncé par erreur l'existence d'une candidature révolutionnaire à Moléon. Dautre part, à Oloron-Mourenx (02), c'est une candidature LCR et non LCR plus « comité unitaire ». C'est à Pau qu'il y a une candidature unitaire. Un « comité unitaire autogestionnaire » a eu plusieurs réunions depuis quatre mois et a discuté de la possibilité d'une intervention unifiée à l'occasion des législatives. Cette démarche a été proposée par plusieurs militants syndicaux extérieurs aux organisations d'extrême gauche et semblait correspondre à des convergences réelles. Compte tenu des axes politiques qui ressortaient des débats, la LCR a pensé que le(la) candidat(e) de cette circonscription pouvait être désigné au sein du comité et soutenu par la LCR et les autres organisations. L'accord national LCR-OCT-CCA en attribuant la circonscription à la LCR ne faisait rien de plus qu'enregistrer l'état de l'implantation locale respective des trois organisations. La première réunion publique du comité a lieu ce soir (au Centre rencontre et recherche, à 21 h).

• DORDOGNE

En Dordogne, il n'y a aucun candidat et à Montron, il s'agit d'un candidat VVAP que la LCR soutient.

• YVELINES

La circonscription Saint-Germain (Yvelines 03) n'a pas de candidat LCR contrairement à ce qui était prévu.

• SEINE-SAINT-DENIS

A Neuilly-Plaisance, il s'agit d'une candidature du comité autogestionnaire 93 et de la LCR.

QUELLE OPPOSITION



Le 1^{er} Mai 1976 à Milan

La crise politico-sociale en Italie pose avec acuité le problème de l'intervention des révolutionnaires contre l'attaque de la bourgeoisie et la politique de collaboration de classes du PCI et des directions syndicales.

La crise qui a traversé les organisations à la gauche du PCI après le 20 juin 1976, et qu'on a voulu présenter essentiellement comme une « crise du militantisme » mais qui était avant tout une crise de perspectives politiques, n'est pas encore surmontée, et le retard qu'elle a entraîné est reconnu en premier lieu par ces organisations. Confrontées à la période ouverte par le 20 juin et marquée, au niveau social jusqu'à cet automne, par un attentisme de la classe ouvrière et l'explosion « du mouvement » jeune et étudiant, ces organisations ont connu une profonde désorientation les amenant à remettre en cause en vrac leur passé.

L'explosion jeune marquée par un courant fortement spontanéiste — et qui a entraîné Lotta Continua dans son sillage — si elle traduisait aussi, en terme de rejet, les carences et les limites de l'extrême gauche organisée, ne lui a pourtant pas apporté d'alternative. Les débats qui ont traversé les deux grandes organisations centristes, Manifesto-PDUP et Democrazia Proletaria (regroupant Avanguardia Operaia, une aile du PDUP et la Lega dei Comunisti) ne semblent pas non plus déboucher sur des perspectives claires d'intervention dans la crise sociale. (Voir l'interview de Gorla et les extraits du rapport de Magri ci-dessous.)

L'analyse de Magri sur la période est pour le moins surpre-

nante. Il présente nombre d'éléments importants — de la situation ob- les met en rapport avec la réalité riente, dans un premier temps classe ouvrière italienne n'est faut. La manif des métallos, l'o- lisations contre les licenciement sont les exemples les plus fla-

Un reflux

Cette analyse hyper-pessim suite les perspectives de re- tionnaire dont le cadre essentielle coule une identification entre la la politique du PCI — pour confl met évidemment pas de cerner quels doivent s'appuyer les r- l'unité ouvrière contre la politi-

Car telle est bien la questio- aborde le problème du gouvern- d'un gouvernement d'urgence — face à la crise (en appliquant tée) et d'un gouvernement de joint à quelques détails près. Peut-on prétendre réaliser un programme permettant d'affron-

UNE INTERVIEW DE MASSIMO GORLA, DIRIGEANT D'AVANGUARDIA OPERAIA ET DEPUTE DE DEMOCRAZIA PROLETARIA

« Quelle que soit l'issue institutionnelle de la crise politique actuelle, il semble qu'on demeure dans une situation d'instabilité politico-sociale prolongée. Quelle analyse faites-vous de la période qui va du 20 juin 1976 à la nouvelle crise gouvernementale ?

— Il y a d'abord un aspect général qui concerne la situation du PCI. Après le 20 juin, celui-ci s'est engagé résolument sur la voie de la recherche de la collaboration avec la Démocratie-Chrétienne qui lui permette de se rapprocher du gouvernement. Cela a d'abord été l'abstention, puis l'accord à six de juillet, et aujourd'hui, c'est la recherche d'une participation plus directe au gouvernement. C'est non seulement une voie sans issue du point de vue politique, mais cela entraîne de graves conséquences dans le parti lui-même. Car, du point de vue programmatique, il a dû renoncer à tous les points qualifiants de son programme, plus il s'approche de l'« aire du pouvoir ». Cela a entraîné de grosses contradictions avec sa base qui ne s'y retrouve plus et aussi avec les militants syndicaux. Les militants se sentent vraiment pressés comme des citrons et cela affaiblit le parti.

Au contraire, pendant la même période, la Démocratie Chrétienne s'est renforcée politiquement. Les divisions qui existent au sein de ce parti face au PCI sont d'ordre essentiellement tactique. Une aile souhaite un accord maintenant, une autre partie vise à user plus encore le PCI, au moins jusqu'aux élections présidentielles qui doivent avoir lieu à la fin de l'année et aller ensuite vers des législatives anticipées en 1979...

Un certain succès de l'attaque patronale

« Mais, au niveau social, comment la situation a-t-elle évolué au cours de ces dix-huit mois ?

— Il ne faut pas sous-estimer l'attaque patronale. Elle s'est manifestée avant tout par la hausse massive du chômage : licenciements, recours systématique à la caisse d'intégration, absorption nulle dans la production de la classe ouvrière jeune. La fameuse loi sur le chômage des jeunes prévoyait la création de plusieurs dizaines de milliers de postes de travail. En 6 mois, elle en a produit 1700 !

Les conséquences sur le plan social sont multiples et différenciées. L'aspect le plus frappant et le plus grave est la tendance à la désagrégation sociale, les manifestations de rage, de refus, de désespoir, dont la manifestation la plus extrême est le

développement du terrorisme armé à Rome.

Mais il existe également un fort mécontentement au sein de la classe ouvrière « occupée ». Cette attaque patronale est facilitée par l'attitude ultra-défensive des organisations syndicales qui ont toujours cédé. On a donc, d'un côté, un fort mécontentement, mais pas d'organisation de la contre-offensive et ça c'est un résultat indéniable de l'attaque patronale.

La bourgeoisie a aussi fait passer largement sa politique dans les mesures d'ordre public qui sont extrêmement graves. Au niveau législatif l'appareil politico-judiciaire dispose dorénavant de pouvoirs beaucoup plus grands. Il est indéniable que la bourgeoisie, par l'intermédiaire de la DC, a bien su utiliser la crise pour renforcer l'appareil d'Etat.

« Mais, peut-on cependant parler d'un retournement de conjoncture, d'un reflux du mouvement ouvrier ? Il y a eu la manifestation des métallos, il y a eu les réactions dans les usines contre la suspension de la grève générale par les directions syndicales...

— Non, on ne peut certes pas parler de reflux. La situation est très contradictoire. On assiste à une demande croissante de lutte dans les usines. La manifestation des métallos, par exemple, était tournée essentiellement contre le gouvernement. Ce qui est aussi important, c'est qu'à l'occasion de cette manifestation, une soudure a pu s'opérer au niveau des cortèges et des mots d'ordre entre les ouvriers, les jeunes et les femmes (pour la première fois, il y avait dans le cortège FLM un cortège autonome des femmes syndiquées). Cette manifestation a ouvert un processus de débat qui a mené à l'exigence d'une grève générale qui aurait été clairement contre le gouvernement. C'est pourquoi elle a été bloquée par les directions, car elle aurait risqué d'amener à une rupture entre le PCI et la DC.

« Vous avez mené la bataille pour le maintien de la grève générale qui est une bataille essentielle. Mais les révolutionnaires ne peuvent pas faire aujourd'hui l'économie d'une lutte permanente et organisée dans les syndicats con-

tre la politique des directions réformistes. L'assemblée du Lirico, à Milan au printemps dernier, avec toutes ses limites, était un premier pas dans ce sens. Mais elle ne s'est absolument pas prolongée dans les congrès des confédérations qui eurent lieu deux mois plus tard ?

— Il était difficile que le Lirico se traduise par une lutte prolongée. C'était une assemblée qui voulait poser le problème de la démocratie syndicale et de la participation directe des travailleurs à l'élaboration de la politique syndicale (exigence qui partait d'un refus de la politique d'austérité défendue par les confédérations). Pour qu'une telle lutte s'organise de façon permanente dans le syndicat et il est nécessaire qu'existe une force politique qui apparaisse comme une alternative crédible au PCI, et tel n'est pas le cas actuellement.

Reconstruire l'opposition syndicale

« Mais il ne s'agit pas de deux processus séparés, mais cela signifie qu'on ne donne aucune perspective aux milliers de cadres syndicaux critiques par rapport à la direction...

— Bien sûr, les deux processus doivent procéder de pair, mais pour l'instant, la bataille dans le syndicat ne trouve pas de soutien politique suffisant à l'extérieur. C'est ce qui explique le hiatus entre les responsabilités énormes qui existent pour les révolutionnaires et leur capacité de les mettre à profit.

« Justement, un des thèmes centraux du débat aujourd'hui, c'est le problème du gouvernement, de la participation ou non du PCI. Vous vous battez, en négatif, pour la rupture de tout accord entre les partis réformistes (PSI et PCI) et la Démocratie-Chrétienne et contre un gouvernement d'unité nationale. Au moment où se dessine une nouvelle formule de collaboration de classes, les révolutionnaires ne doivent-ils pas apporter une réponse politique, en positif, aux aspirations de changement des masses ?

— Pour nous, il est clair aujourd'hui que le mot d'ordre d'un gouvernement des gauches (1) n'est pas un mot d'ordre immédiat étant donné les

rapports de forces au sein du mouvement ouvrier. Pour l'instant, notre tâche, c'est de reconstruire l'opposition sociale et de lui donner une forme politique en renforçant l'organisation révolutionnaire. Nous sommes dans une phase où il n'existe plus de débouchés institutionnels possible à la lutte des classes ; il nous faut donc construire l'opposition de classe à l'extérieur des institutions et, ce faisant, développer des initiatives qui amèneront des secteurs significatifs du PCI à rompre avec la politique de leur parti.

« A près d'un an de votre dernier congrès, les perspectives de regroupement entre les organisations d'extrême gauche se sont totalement écroulées. Le Manifesto semble rentré dans le giron du PCI, Lotta Continua n'existe plus en tant qu'organisation mais comme courant, les courants spontanés ont connu une recrudescence avec Autonomie ouvrière. Comment posez-vous aujourd'hui la question de la construction de Democrazia Proletaria ? (2)

— Il est clair que nous avons pris un sérieux retard cette dernière année. La crise de l'an passé et les scissions ont stimulé un important débat — qui ne recoupe d'ailleurs pas les différentes composantes constitutives de la DP — et qui porte sur quel parti construire. Notre conférence qui aura lieu début mars ne représentera en fait que le moment constitutif d'un processus prolongé de construction.

Nous ne posons plus aujourd'hui le problème de la construction du parti révolutionnaire dans le cadre de l'extrême-gauche organisée, mais vers les mouvements et aussi vers la base des partis réformistes. Il existe des phénomènes de maturation politique que nous devons orienter en leur proposant une hypothèse de travail. Nous avons en fait des espaces beaucoup plus grands que ceux que nous occupons et il est vrai que nous avons actuellement des difficultés à construire les instruments qui nous permettent d'occuper ces espaces.

Propos recueillis par Anna Libera, à Milan le 15 janvier 1978

(1) Pour Avanguardia Operaia, le « gouvernement des gauches » est une formule qui regrouperait les deux partis réformistes, PCI et PSI, et les révolutionnaires (DP). Ceux-ci, à partir des rapports de forces qu'ils sauraient construire dans les mouvements sociaux pourraient amener les réformistes à mener une politique de rupture anticapitaliste.

(2) Democrazia Proletaria regroupe Avanguardia Operaia, l'aile du PDUP autour de Foa et une petite organisation d'origine maoïste, la Lega dei comunisti.



italienne et la gauche révolutionnaire

AU COMPROMIS HISTORIQUE ?

égatifs — et évidemment mais à aucun moment ne vement de masse. Désoltrainte à la défensive, la pas battue, et loin s'en on de l'UNIDAL, les mobi- sider et la Montedison en

ouvrière avec le principal parti du patronat dont le but avoué est de reconstruire les marges de profit capitalistes et de faire payer la crise aux travailleurs ?

Gouvernement d'urgence ou opposition sociale ?

Mais l'alternative n'est pas entre gouvernement d'urgence de collaboration de classes et refuge dans l'opposition sociale comme le propose Gorla. La proposition de ce dernier est en effet le revers de la médaille de celle de Magri : les deux partent du même mot d'ordre de « gouvernement des gauches » conçu comme une solution institutionnelle aux affrontements sociaux. Etant donné les rapports de forces défavorables pour les révolutionnaires, Gorla la rejette pour l'instant et Magri l'aménage par un accord avec la DC. La question du gouvernement part de la compréhension qu'il ne peut y avoir aujourd'hui d'issue positive aux luttes sociales et à la crise sans un changement politique global qui opère une rupture avec le système capitaliste et de la compréhension des rapports politiques au sein du mouvement ouvrier qui voit la masse des travailleurs garder leur confiance au PCI et concevoir ce changement politique comme sa participation au gouvernement.

Ne pas répondre à ce problème en se contentant de dire : « Il faut construire l'opposition sociale et le parti révolutionnaire » ou y répondre comme le fait Magri, c'est dans les deux cas refuser de battre le PCI sur le terrain central aujourd'hui, celui de l'alter-

native politique et, par là même ne pas lui faire payer le prix de sa collaboration de classes. C'est également rester subordonné aux choix politiques des directions réformistes. D'autant plus que, au niveau syndical, Gorla explique qu'on ne peut pas regrouper l'opposition tant que n'existera pas un parti assez fort à la gauche du PCI. C'est refuser de se donner les moyens de reconstruire l'unité du bloc anticapitaliste.

Il existe un autre alternative qui passe par l'élaboration d'un programme d'issue anticapitaliste à la crise qui appelle la mobilisation et l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour le réaliser. Cette démarche rejette à la fois la dénonciation stérile et le suivisme des réformistes qui sont les deux ornières dont la gauche révolutionnaire italienne ne réussit pas à sortir.

Elle pose également comme problème brûlant celui de la construction du parti révolutionnaire. Si pour Gorla, cette nécessité demeure, les débats qui ont traversé Democrazia Proletaria ne se sont pas encore traduits en perspectives claires en terme programmatique et organisationnel. Magri, lui, tire un bilan négatif de 10 ans d'existence de la gauche révolutionnaire et en conclut à l'impossibilité de construire un pôle alternatif au PCI. Cela pousse à sa logique extrême le postulat de départ même de l'expérience du Manifesto qui était et demeure celui d'une « refondation » de la gauche sans « déchirure » gommant ainsi les différences entre la masse des militants communistes et leur direction contre-révolutionnaire.

Anna Libera

La conférence des délégués du PDUP-Manifesto

L'EXTREME GAUCHE NE PEUT PLUS ETRE L'ELEMENT MOTEUR DE LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE »

Assemblée des « 200 délé- », instance suprême du -Manifesto, se réunissait le end dernier non pas tant le but de débattre de l'issue diate de la crise politique que définir, à plus long terme la de cette organisation part à la gauche révolutionnaire a gauche traditionnelle et de les perspectives politiques question de la possibilité ou le construire, aujourd'hui en un nouveau parti révolution- Nous reproduisons ci-des- des extraits du rapport intro- de Lucio Magri centré sur points : l'analyse de la péri- question du gouvernement programme, la question du révolutionnaire.

ur Magri, « la crise de gou- ment qui s'est ouverte ne ente pas un nouveau pas dans ation créée par le 20 juin, mais au contraire, un point de tour-

tte crise naît en effet de l'im- ilité pour les grandes forces ues de stabiliser les équilibres nts. Cette nouvelle crise pose avec extrême urgence le problè- i programme qui permettra d'en Pour ceci, il faut tenir compte ensemble d'éléments qui ont né la période depuis dix-huit « Le niveau atteint, la menace urde exercée par l'évolution de se économique, qui non seule- est encore plus grave aujour- qu'il y a un an, mais a gaspillé uvelles ressources en tentant de sser la solution des problèmes tiels et qui, surtout, est tou- plus concentrée sur les ques- de vide de perspective d'inves- nent et du vide tout aussi grave écanismes institutionnels capa- d'ouvrir de nouvelles frontières. ction, même immédiate et par- par rapport à cette crise ppose désormais un bou- ement profond des intérêts et positions dominants dans la é, et tant le PCI que la cratie chrétienne (DC) se sen- paralysés face à la nécessité de r un programme et sont pous- un énième affrontement propa- ste-électoral.

Un recul est difficilement évitable

Il faut aussi compter avec la nce, qui se développe actuelle-



Lucio Magri, dirigeant du PDUP-Manifesto

ment dans certaines couches in- termédiaires, vers une restauration des valeurs d'ordre et la baisse du pouvoir charismatique de la gauche, son incapacité à contrôler les pres- sions de son propre bloc social et à les mobiliser dans la direction vou- lue. Il faut aussi compter avec les nouvelles difficultés apparues au ni- veau international tant du fait de la perte ultérieure de crédibilité de toutes les expériences de socialisme réa- lises, que du fait de l'impasse dans laquelle se trouve en France, de même qu'en Espagne et au Portugal, l'espoir d'un tournant progressiste. Il faut, enfin, compter avec l'inadapta- tion culturelle apparue dans toute la gauche face à la nécessité de définir et de gérer un projet de transforma- tion de la société, et le retard du mouvement de masse dans le passa- ge d'une thématique de revendication à une thématique de transformation.

« Tout cela était prévisible (...). C'est le produit d'illusions et d'er- reurs de plusieurs années et consti- tue un fait objectif. Il faut alors sa- voir et dire qu'un pas en arrière ou au moins un temps d'arrêt est bien diffi- cilement évitable. (...) Le problème est de limiter au maximum ce temps d'arrêt, d'empêcher qu'un échec tactique se transforme en défaite stratégique. (...) Ceci signifie, pour nous, que dans les prochains mois et peut-être les prochaines années nous agissons dans un contexte encore plus difficile qu'en 1977, nous lutterons à

contre-courant pour résister à la dou- ble pression de l'opportunisme et de l'extrémisme. »

La question du gouvernement

Après un développement sur la « crise du marxisme » qui relève d'un autre débat, Magri passe à la question du gouvernement et du programme.

« Je veux affirmer qu'il est au- jourd'hui possible et nécessaire pour la classe ouvrière et ses alliés, avant la conquête du pouvoir, et comme instrument indispensable de cette conquête, d'acquiescer la possibilité d'utiliser les mécanismes de gou- vernement de l'Etat et de la société selon un projet d'ensemble, pour les transformer dans leur ensemble et pas seulement les contrôler et les conditionner ; et d'utiliser donc également l'instrument spécifique du gouvernement central et de la majori- té parlementaire comme aspect d'une lutte pour le pouvoir. (...) Il n'est plus possible d'étendre et même seulement de défendre les conquêtes ouvrières et l'unité sociale et politique de la gauche sans affron- ter le problème du gouvernement, justement dans son sens le plus pro- fond. (...) BC'est le sens de la formule « transition à la transition ».

« C'est pourquoi nous avons réaf- firmé et nous réaffirmons le mot d'ordre de « gouvernement des gau- ches », en soulignant la différence qui

le distingue du « compromis histori- que » et de l'« alternative de gau- che ». (...) Le gouvernement des gau- ches est bien différent des « 51 % » non seulement parce qu'il faut au- jourd'hui un consensus plus large, mais aussi dans le sens qu'il faut le consensus de forces et de valeurs fai- sant encore partie du bloc catholique et surtout il faut un consensus qui soit tout autre chose qu'une délégation parlementaire. (...) Mais nous de- vons tenir compte d'une nouveauté qui est aussi une difficulté. Avant le 20 juin, on pouvait viser aux 51 % et à la crise spontanée de la DC comme accélérateur pour arriver au gou- vernement. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. (...) A ce point, la crise de la DC et de son bloc social doit être l'ef- fet et non plus la prémisse d'une politique de la gauche, et dans cette politique il ne peut pas non plus ne pas y avoir de proposition de gou- vernement pour laquelle le discrimi- nant devient avant tout les contenus programmatiques et pas la composi- tion (...). »

A partir de là, Magri présente deux étapes : celle à long terme qui passe par « la définition d'un pro- gramme commun pour une longue phase de toutes les forces politiques et syndicales de gauche » ; l'autre « plus modeste mais dont la proposi- tion d'un gouvernement des gauches ne peut pas faire l'économie est la lutte pour un programme et un gou- vernement d'urgence comme instru- ment pour faire pression sur la DC

sur des thèmes concrets, immédiats, compréhensibles et acceptables par des couches de la population et des courants politiques qui n'ont pas encore opéré des choix de fond et qui ne pourront les faire qu'à travers une expérience concrète ».

« (...) Quelque chose de similaire, au moins, aux cent jours du New Deal (...). »

Un parti-projet ou un parti-médiation ?

Magri conclut son rapport en abordant la question du rôle et des perspectives de la gauche révolution- naire.

« Nous avons toujours soutenu qu'il était stupide de penser résoudre le problème par l'unification et la croissance de la nouvelle gauche, sans impliquer dans un processus de « refondation » la gauche historique, sans souder le vieux et le neuf. Mais aujourd'hui la question doit être plus radicale : les forces qui se situent à la gauche du PCI peuvent-elles être le moteur de cette « refondation » ou n'en sont-elles qu'un élément, même pas moteur ? La conclusion à laquelle je suis arrivé et qui est différente de par le passé, c'est qu'elles ne le peuvent pas. Elles ne le peuvent pas : socialement et culturellement la nouvelle gauche peut être un sti- mulant, créer des contradictions utiles mais elle n'a pas et n'aura pas la force d'affirmer sa propre hégémonie. (...) Aujourd'hui tout s'est déplacé : le centre moteur de la « refondation » est la crise du PCI. (...) Une crise, positive et féconde, est nécessaire parce qu'il ne s'agit pas seulement de corriger une ligne, mais de balayer des intérêts, des habitudes, des réfé- rences culturelles installés depuis des décennies. (...) »

« L'objectif possible, réaliste de notre action, n'est pas celui d'obtenir une conversion rapide et générale de ligne et de nature du PCI, ou bien une scission conduisant à la fondation du « nouveau parti révolutionnaire », mais d'arriver, en quelques années, à des résultats palpables : la recherche sur le programme commun, une réflexion critique sur les dernières années et sur l'URSS, un développe- ment des mouvements autonomes et unitaires de masse (...) qui rendent possible et féconde une organisation unitaire, avec une dialectique interne réelle mais non fractionnelle, comme base de formation d'un parti héritant et dépassant la III^e Internationale (...). »

et pourtant elle tourne

• Le 24 janvier 1973

Le 24 janvier 1973, le pouvoir réactionnaire du Maroc décrète l'interdiction de l'Union nationale des étudiants marocains et enlève les responsables et les militants de cette organisation. Depuis, le mouvement étudiant marocain dans et hors du Maroc n'a cessé de mener la lutte pour la levée de cette interdiction, la libération des responsables et des militants, la garantie des libertés démocratiques au Maroc.

Pour commémorer cet anniversaire, l'UNEM de Paris organise une semaine de lutte : en organisant une semaine de grève de la faim, à partir du 23 janvier, à la résidence universitaire d'Antony et un meeting le 27 à la cité internationale, boulevard Jourdan.

• La grève des dockers allemands évitée

La grève des dockers ouest-allemands semble évitée. Les employeurs sont revenus lundi à la table des négociations avec de nouvelles propositions, a indiqué le porte-parole de l'OTV, syndicat des transports. Cette centrale qui regroupe les 20 000 dockers allemands avait menacé samedi de lancer une grève à l'échelle nationale si les employeurs ne reprenaient pas les négociations salariales avant lundi 17 h. Les dockers revendiquent une augmentation des salaires de 9 %, assortie, selon les services, de primes allant de 15 à 30 % du salaire.

• Un avocat « terroriste » en cache toujours un autre

Tandis que se poursuit le procès de Kurt Grönewold à Hambourg, deux avocats, Petra Rogge et Rainer Könke, ont été inculpés par le parquet de Hambourg « d'assistance à une association criminelle ». Ils étaient, en effet, associés à M^e Grönewold qui est jugé pour le même délit... C'est logique.

De la même façon, lorsqu'en 1975, Grönewold avait été frappé de Berufsverbot et ne pouvait plus exercer son métier d'avocat, un juge avait quand même ordonné le branchement sur table d'écoute de son téléphone, puisqu'il « restait en contact avec d'autres avocats de la RAF ».

C'est l'histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu qui a vu l'ours : qui ne le connaît pas ?

• Réduction de peine pour les « dix de Wilmington »

Les « dix de Wilmington », neuf Noirs et une femme blanche, condamnés à vingt ans de prison pour participation aux émeutes raciales de 1971, viennent d'obtenir une réduction de peine. Ainsi huit d'entre eux pourront être libérés sur parole cette année. La femme blanche est déjà en liberté sur parole et Ben Chavis, pasteur et considéré comme le dirigeant du groupe, sera, lui, libéré en 1980. Amnesty International avait fait campagne pour exiger leur liberté, estimant que leurs condamnations étaient de nature politique et fondées sur des témoignages douteux.

• « L'Humanité » prend la défense de Chtcharansky

« L'Humanité, quotidien du PCF, de mardi matin, consacre un long article au cas du dissident soviétique Anatol Chtcharanski, emprisonné depuis près d'un an en URSS. « Nous estimons (...) inadmissible que les droits de la défense soient méconnus dans quelque pays que ce soit et à plus forte raison dans un pays communiste » écrit le quotidien du PCF. « Même si l'ingénieur Chtcharanski soutenait des opinions que nous ne partageons pas, même si ces activités débordaient du cadre de la défense légitime du droit à l'émigration et de la propagande en faveur d'une application intégrale de l'acte final d'Helsinki ; même si des faits dont il est accusé sont considérés comme criminels par la loi soviétique. » Le quotidien communiste rappelle qu'une journée de solidarité avec Anatol Chtcharanski est organisée le 29 janvier à Paris, à laquelle participera, entre autres, Jean Elleinstein.

• Meeting unitaire sur l'Afrique du Sud jeudi 26 janvier

La répression en cours à grande échelle en Afrique du Sud et la collaboration nucléaire franco-sud-africaine ont incité plusieurs organisations et associations politiques à organiser un grand meeting à Paris pour engager une campagne prolongée sur ces questions. Celui-ci se tiendra le jeudi 26 janvier à la Mutualité à l'initiative du Collectif de la campagne anti-Outspan, de l'URP-CFDT, de la fédération de Paris du Parti socialiste, du PSU, de la LCR, de la Ligue des droits de l'homme, de la CIMADE, Vie nouvelle, MCP, MAN, MDPL, CSCV, Amis de la Terre, Mouvement écologique, JEC, l'UGTSF, WAP. Des militants anti-apartheid d'Afrique du Sud seront là pour animer les débats et plusieurs films inédits seront présentés.

Après l'accord gouvernemental PS-CDS au Portugal

LES DIFFICULTES COMMENCENT POUR SOARES

Qui aurait pensé que le CDS, le seul parti parlementaire qui n'ait jamais été au gouvernement portugais, arriverait aujourd'hui à former une coalition avec le PS ? Quand la présidence de la République a fait connaître cette conclusion des négociations, qui était de toute façon une évidence depuis au moins deux semaines, aucun politicien, aucun journal n'a pris le risque d'assurer que ce gouvernement, le huitième depuis le 25 avril 1974, serait enfin capable d'appliquer un programme débouchant sur des résultats concrets en termes de relèvement économique ou de stabilisation sociale.

Lisbonne, de notre correspondant

Il y a encore deux mois, Soares déclarait à l'Assemblée de la République : « La droite et l'extrême droite ont pour objectif de détruire les conquêtes de la révolution, d'effacer tous les vestiges de notre révolution. » Un autre député du PS : « Le PSD et le CDS sont les héritiers légitimes de l'ancien régime. »

Ce sont ces « héritiers » que l'on trouve aujourd'hui au Conseil des ministres, en compagnie de Soares et de ses camarades...

Avec trois ministres (Affaires étrangères, Commerce et Tourisme, Justice) et cinq secrétariats d'Etat (Industrie privée, Logement, Commerce

extérieur, Trésor et Sports), le CDS est maintenant en position de force.

Incapable de profiter de la dévaluation pour remonter les exportations, pris dans le cercle vicieux de l'aggravation constante du déficit externe et de la dépendance sans cesse croissante vis-à-vis des crédits impérialistes, Soares n'avait d'autre solution que de renforcer les mesures d'austérité. Cette politique s'est traduite par une augmentation du chômage malgré une intense résistance populaire. Des mesures comme la rétention dans les poches de l'Etat du treizième mois des travailleurs n'ont pas même été votées par l'Assemblée de la République, vu l'opposition populaire qui s'est développée. La loi Barreto n'a pas été appliquée aussi vite que l'exigeaient les experts du Marché commun.

Pour Soares, il n'y avait qu'une solution : stabiliser une majorité parlementaire, même au prix de la fin de la démagogie d'un gouvernement d'équilibre entre la droite la gauche. La dernière tentative de perpétuer cette situation en signant un accord avec le PCP, parallèlement à celui qui permit la mise en place du nouveau gouvernement, ayant échoué, l'affaire était claire. L'heure est venue des grandes déclarations sur le sauvetage de la démocratie, en alliance avec ceux qui, Soares dixit, voulaient démolir les conquêtes de la révolution.

C'est la logique de la ligne Soares, après l'échec de la tentative de créer une unité PSD-PS (lors du vote de la loi Barreto). Pour Soares, le choix des partenaires n'est pas

décisif, pour peu qu'ils soient à droite.

Quel programme ?

Le texte de l'accord PS-CDS, même s'il est très vague et très ambigu, démontre quand même la profondeur de la capitulation du PS. On y trouve mention du rôle décisif de « l'initiative privée nationale », la priorité est donnée à la loi d'indemnisation des capitalistes dont l'immédiate publication est invoquée, à l'application de la loi Barreto, à « l'atténuation du rythme de croissance de l'économie portugaise », à « l'établissement d'un maximum de 5 % pour la croissance des salaires », à la stimulation du travail temporaire, les contrats individuels passant avant les contrats collectifs.

Dès la publication de l'accord, s'est manifestée l'accentuation de la crise du PS. La gauche socialiste de Lopes Cardoso, à trois jours de son congrès national, a engagé la bataille. Soares doit faire face à ces difficultés et présenter le programme du gouvernement avant le 2 février. Compromis obligé, il lui est plus facile de nommer les ministres du CDS que de trouver des camarades de son parti pour occuper les ministères qui leur reviennent...

Le rôle du PSD

L'attitude du PSD, le principal parti bourgeois, n'est pas évidente. Certes, sa volonté de s'opposer au gouvernement était claire, il a accusé le CDS, son rival de la

classe bourgeoise, de « préférer être au gouvernement un seul jour plutôt que dans l'opposition quelque temps. » Et il est vrai que le PSD ne se trompe pas en prévoyant d'importantes confrontations sociales. De surcroît, une partie de la base du CDS, de formation violemment antimarxiste et qui a été l'un des piliers du spinolisme, peut rompre avec la partie qui s'est alliée avec le PS.

Dans le PSD, s'opposent deux ailes, une aile dite social-démocrate qui s'oppose à Sa Carneiro (lequel s'appuie sur l'implantation de droite traditionnelle de ce parti dans le nord du pays). Mais les deux ailes du parti sont d'accord pour rester dans l'opposition. Sa Carneiro se bat pour une modification de la Constitution, éventuellement, même, pour une nouvelle élection du président de la République. Pour créer un régime bourgeois stable, l'aile « social-démocrate » défend le principe d'une alliance PS-PSD-CDS dans le cadre des institutions actuelles. La différence apparaîtra criante quand il s'agira de répondre aux difficultés sociales du gouvernement Soares. A la fin de cette semaine, les deux ailes s'affronteront au congrès du parti. Même si la perspective d'une scission est exclue, cette division ne manquera pas d'affaiblir le principal parti bourgeois portugais.

Mais, au fond, la seule perspective de ce parti, c'est l'alliance avec le PS. Pris dans la dynamique de sa propre orientation, comment Soares pourrait-il refuser une telle alliance ?

Jorge Buarque

Les réactions égyptiennes au discours du Premier ministre israélien «BEGIN VEUT SEMER LES GRAINS DE LA PROCHAINE GUERRE»

La presse égyptienne a réagi vivement, hier au discours prononcé par Begin, devant la Knesset. « Begin continue à travestir les faits en fonction de son désir expansionniste » écrit « Al Akhbar ». « L'Egypte ne désire pas n'importe quelle paix mais une paix stable fondée sur des relations justes entre les peuples égyptien et juif tandis que M. Begin veut semer les grains de la prochaine guerre », conclut le quotidien « Al Ahram ».

Devant la Knesset, le Premier ministre israélien avait affirmé que la « guerre défensive » de 1967 donnait deux droits à Israël : « Celui de nous maintenir sur les positions acquises au moment du cessez-le-feu jusqu'à la signature d'un traité de paix et celui d'exiger des rectifications de frontières comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale. » Il a qualifié « d'ultimatums inacceptables » les propositions de Sadate et a demandé que cessent les « attaques antisémites de la presse égyptienne contre le peuple et l'Etat juif ». Ces derniers propos de Begin sont qualifiés au Caire de propagande destinée à l'opinion publique juive aux Etats-Unis, particulièrement

sensibilisée à toute suggestion d'antisémitisme, et à l'opinion publique internationale.

Par ailleurs, il est inacceptable pour l'Egypte de signer un traité de paix alors que le Sinaï est toujours sous occupation sioniste. Les divergences portaient également sur la profondeur de la zone démilitarisée, Israël ne voulant pas de soldats égyptiens à l'est des cols stratégiques de Mittla et de Giddi. Selon Moshe Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères, le principal obstacle à un accord serait la volonté de l'Egypte de recevoir l'engagement de l'évacuation du Golan et de la Cisjordanie, avant même qu'un accord au sujet du Sinaï ne soit conclu. En clair, que Sadate ne se résigne pas à une paix séparée avec l'Egypte portant sur le tracé de la frontière commune, à redéfinir par ailleurs comme l'a rappelé Begin...

Bien entendu, Israël et l'Egypte ont souhaité que les négociations reprennent sans pouvoir définir dans quels délais ni sur quelles bases.

Les Etats-Unis de leur côté ont fait savoir, par la voix de Carter, qu'ils souhaitaient un retour à la « négociation tranquille ». Il ne semble pas que

les dirigeants égyptiens aient perdu leurs espoirs en ce qui concerne les « pressions » américaines sur Israël. A cet égard, la livraison à l'Egypte d'avions américains F5 prendra valeur de test de la bonne volonté de Carter. Pour se concilier l'opinion américaine et le Congrès, le président du Parlement égyptien se rendra aux USA prochainement. Quant au vice-président égyptien, Hosni Moudarak, il effectuera une visite dans les

capitales arabes modérées. Déjà la Jordanie a apporté son soutien à l'Egypte depuis l'arrêt des pourparlers avec Israël.

Enfin, c'est le 31 janvier que se réuniront la Syrie, l'Algérie, la Libye, le Sud-Yemen, l'Irak et toutes les organisations palestiniennes à Alger. Ce second « sommet de la fermeté » fera le point de la situation après l'arrêt des pourparlers égypto-israéliens. Frédéric Carlier

EUZKADI : 6000 CONTRE LE VIOL

De notre correspondant.

C'est la première manifestation de ce type en Euskadi. Malgré l'interdiction de la manifestation, 6 000 personnes, portant une banderole « Assez de violations », ont manifesté dimanche à Renteria dans les rues du centre de la ville. Une majorité de femmes de tous âges et couches sociales, mais aussi de familles entières avec leurs enfants. « Contre l'agression, femme unis-toi », « Action populaire contre les violences », « Amnistie pour la femme » criaient-elles. A Renteria, et en particulier dans le quartier de Galzaraborda, éloigné et mal éclairé, ont eu lieu plusieurs viols la semaine dernière. Sont prévues ces jours-ci des assemblées populaires dans ce quartier et dans celui de Beraun pour discuter de la situation de la femme et mettre sur pied des piquets d'autodéfense et de contrôle pour identifier de possibles agresseurs.

G.B.

L'Autan et la Tribune du Midi, deux journaux pour une contre information

LES FRERES ENNEMIS DU MIDI-PYRENEES

Le premier numéro de l'Autan sort aujourd'hui

« La Tribune », « l'Autan »... deux hebdomadaires d'information régionales en Midi-Pyrénées. Deux équipes, deux démarches, deux frères ennemis. Car ils sont le fruit de divergences déclarées « insurmontables » sur la conception de l'in-

formation et de la presse régionale apparues au sein d'un premier noyau de « militants » soucieux de doter la région d'un véritable organe de contre-information.

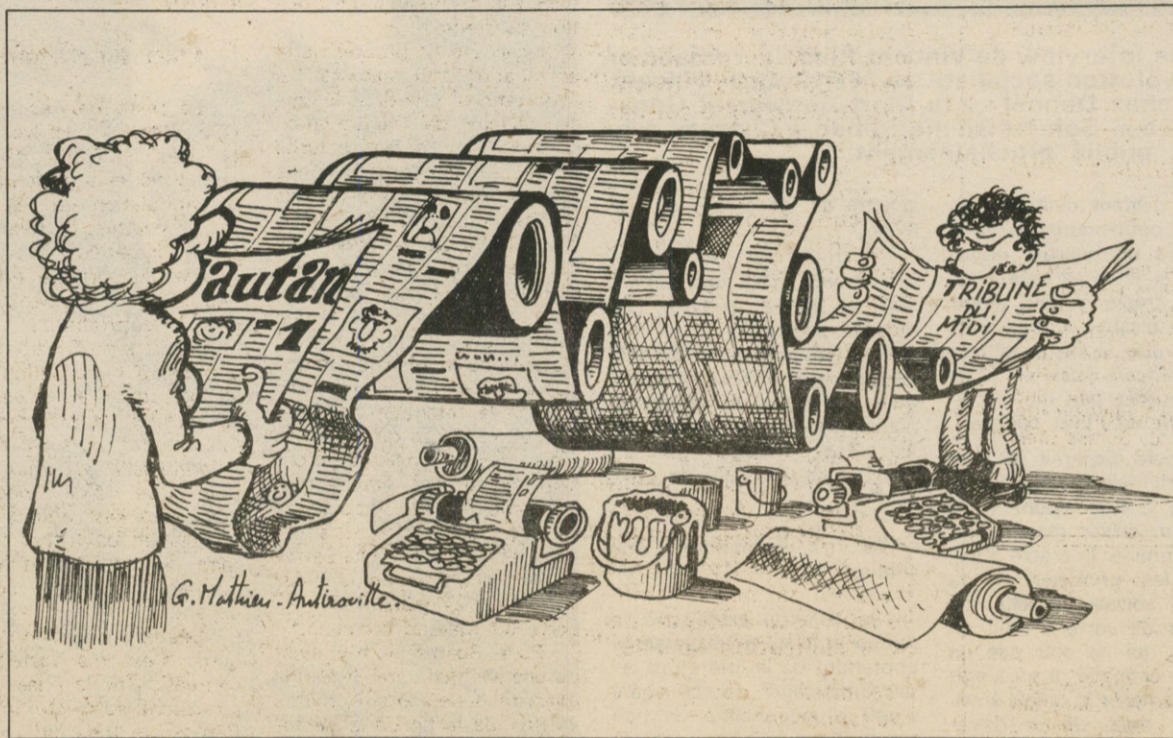
Toulouse de notre correspondant

« A l'origine, un même constat nous a réunis. L'information dans la région circule mal. Elle reste emprisonnée dans le carcan des habitudes. Les périodiques nationaux quel que soit leur bord, ne traitent pas de manière détaillée l'actualité régionale. La presse régionale est réduite à un monopole. C'est plus facile pour faire la pluie et le beau temps. Les besoins financiers deviennent dominants dans le choix des articles à vendre, ce qui amène à privilégier le scandale, la facilité, la médiocrité. Paradoxalement, on fait moins de beurre avec les soucis des producteurs de lait qu'avec l'élection de la fermière modèle du Midi. Autre chose est possible. Pour preuve, les expériences locales qui, depuis quelques années se déroulent un peu partout en France » Sud dans le Languedoc-Roussillon, Ays en Béarn, Ville ouverte à Grenoble... Malheureusement, quand il s'est agi de définir la ferme concrète du projet qui les avait rassemblés, l'équipe initiale vola en morceaux. Ils sont toujours éparpillés...

Le pouvoir d'informer...

Comme son titre l'indique, La Tribune du Midi ne veut être rien d'autre qu'une tribune, un instrument entre les mains de « tous ceux qui, témoins ou acteurs, désirent relater des événements passés sous silence ou déformés par la presse traditionnelle régionale. » D'où son refus de « centraliser l'information, de la réécrite », et sa volonté de créer, partous ou cela est possible des groupes locaux qui seraient « la base même du contrôle de l'information, le journal étant le fruit de leur travail ».

Pour l'Autan, au contraire, « l'expérience de journaux comme Libération à ses débuts nous a appris que la bonne volonté des militants à des limites ». C'est pourquoi, même si la rédaction affirme sa volonté de « travailler en étroite collaboration avec les amis de l'Autan » et de « briser le rapport journaliste-producteur/lecteur-consommateur », elle estime que « cela ne se fera pas du jour au lendemain », et juge « indispensable la présence d'une équipe de « professionnels » en mesure d'assurer la responsabilité du journal devant ses lecteurs et, par là même sa réussite ».



Telles qu'elles se sont exprimées dans les déclarations d'intention, ces oppositions témoignent d'analyses politiques sensiblement différentes sur le rôle que peut jouer un organe de contre-information. Et ce, bien que les responsables de la « Tribune » comme de « l'Autan » aient refusé de se laisser enfermer dans un carcan politique bien déterminé et aient tenu, au contraire, à revendiquer leur propre hétérogénéité. En l'absence de projet politique clairement défini, ces divergences sont difficiles à cerner, d'autant plus d'ailleurs qu'il y a loin parfois, entre la « proclamation de foi » et la réalité...

Il semble que les lecteurs de la Tribune soient surtout sensibilisés par des problèmes encore considérés comme « marginaux » tels que l'écologie, la contre-culture, le fait nationalitaire... Bénéficiant d'un à priori favorable auprès de certaines personnalités du monde syndical (CFDT, CDJA, CRAY et politique (PS et PSU), l'Autan semblerait plus à même de prétendre de jouer ce rôle de creuset d'expériences et de pratiques « sensiblement différentes ». Mais il n'est pas certain qu'il en ait, lui aussi, les moyens. Des désaccords donc sur la conception du travail des journalistes, ainsi que sur le rôle des lecteurs dans la

vie du journal, mais en somme, rien qui puisse véritablement justifier l'apparition de titres concurrents.

Le problème est donc de savoir, au moment où l'Autan sort son premier numéro, s'ils parviendront

tous deux à se maintenir et à élargir leur audience. La question qui se pose est alors de savoir si, pour y parvenir, ils ne risquent pas tous deux de voir s'infléchir imperceptiblement leurs orientations de base...

Suspicion contre « légitime défense »

Communiqué du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, du Syndicat des avocats de France, du Syndicat de la magistrature, du Syndicat national de l'éducation et probation de l'administration pénitentiaire, de la Fédération autonome des syndicats de policiers, du Syndicat national autonome des policiers en civil.

« Les organisations signataires s'élèvent contre les objectifs de l'association Légitime Défense dont les dirigeants, hauts magistrats et fonctionnaires de police, sous couvert de la protection des citoyens, appellent en fait la population à s'armer et l'incitent à la vengeance privée, à l'autojustice et l'exercice quotidien de la violence ; réaffirment que la recherche et la répression des auteurs ou présumés auteurs d'actes répréhensibles ainsi que la protection des personnes et des biens incombent aux seules institutions légales et constitutionnelles ; qu'il n'appartient à aucun groupe privé de se substituer à la police et à la justice. »

Faites chauffer l'école faites chauffer

• Des normaliens démissionnaires

Un groupe de normaliens ayant démissionné s'organisent pour protester contre le remboursement de tous les salaires perçus antérieurement qu'exige le contrat qu'ils signent en entrant à l'École normale. Celui-ci est un engagement à servir 10 ans l'Education nationale, en contrepartie d'une formation payée de deux ans. En cas d'échec au CAP, de démission, d'exclusion, il faut rembourser les sommes perçues soit 3,4 millions ou plus. Ce contrat ne tient pas compte du fait que, souvent, au cours de la formation « le voile se déchire » et « les motivations disparaissent, laissent place au désabusement, à l'angoisse, ou au laisser-aller ». Pour éviter que la démission soit un acte solitaire, ils proposent de se rassembler pour exiger le non-remboursement et l'abrogation du contrat. Une réunion se tiendra à l'UCJG, 14, rue de Trévis, Paris 75009, le dimanche 29 janvier, à 9 h 30.

• A Nanterre, contre la sélection

Les étudiants de sciences économiques de Paris-X-Nanterre ont appris dernièrement que le 6 juillet 1976 le conseil d'UER avait adopté un texte, modifié en octobre 1976, qui exige la totalité du DEUG pour passer en 3^e année, avec possibilités de dérogations sélectives accordées à la discrétion de « commissions d'études ». Sur l'ensemble de la fac, ce type de disposition n'est appliqué que sur la seule UER de sciences économiques, dans les autres départements le DEUG incomplet suffit, avec possibilité de rattrapage des unités de valeur manquantes ! Les étudiants refusent cette situation absurde, des délégations massives ont été organisées par le Mouvement d'action syndicale et l'UNEF-Unité syndicale, une assemblée générale s'est tenue lundi 23 janvier pour exiger le « passage automatique en 3^e année avec un DEUG incomplet, avec une tolérance de 2 UV manquants ».

Le Bureau de l'AFP à Hanoï : UNE AGENCE GOUVERNEMENTALE ?

Il est arrivé une petite aventure édifiante au correspondant de l'Agence France-Presse à Hanoï. Convoqué le 19 janvier par l'ambassadeur de France dans la capitale vietnamienne, il s'est vu reprocher vertement l'achat par l'AFP d'une voiture de service de marque allemande. Cet ambassadeur-représentant de commerce des produits français estimait que l'AFP étant une agence gouvernementale (sic), il aurait dû être consulté. Emporé par son élan, il accusa même le correspondant de se répandre dans Hanoï pour dire et redire que l'AFP n'est pas une agence gouvernementale, mais une agence de presse indépendante. La voiture allemande était moins chère et correspondait mieux aux besoins de l'agence ; peu importe, M. Malo, l'ambassadeur répéta son idée fixe : « Vous êtes une agence gouvernementale, donc vous devez acheter français. » Alors, agence gouvernementale ou agence indépendante ? M. Roussel, président de l'AFP, alerté par câble dès l'après-midi de l'incident, pourrait nous dire ce qu'il en pense, M. Malo est quand même ambassadeur de France et il arrive que ces gens-là parlent sérieusement.

D.F.

Libération poursuivi

« Serres-nous moins fort, tu nous étrangles »

De deux mois à deux ans de prison, de 2 000 à 25 000 F d'amende. C'est ce que qu'on risque quand on enfreint la loi de 1881 et l'ordonnance de 1945 sur le statut des étrangers.

Mais la loi est une chose bizarre : tout dépend de qui la lit et l'interprète. Tout dépend de la décision d'opportunité de poursuivre. Dans le cas de « Libération », puisque cette fois c'est lui qui est poursuivi, cette fois et une fois de plus, il semble qu'il soit toujours opportun de poursuivre. Quelque bureaucrate doit gagner une sucette quand après sa lecture quotidienne des journaux qui l'énervent, il peut dire : « Tiens là-dessus, on doit pouvoir les coincer. » Celui qui nous intéresse aujourd'hui est le scrutateur des petites annonces gratuites. En novembre 1976, « Libération » avait publié les appels au secours de cinq jeunes femmes ayant un besoin urgent de la nationalité française. Pour ce, elles proposaient des mariages blancs.

Les renseignements généraux ont alerté le parquet et une information pour « aide à immigration clandestine » a été ouverte. Pour autant il n'est pas sûr que les RG aient gagné leur sucette car l'affaire est plus que douteuse. Pour commencer la procédure de poursuite est mal foutue : le rapport des RG est classé « confidentiel », confidentiel pour la défense de « Libération » qui ne sait même pas sur quoi s'appuie exactement l'accusation. Il faut leur faire confiance ! Ensuite, il est question de détournement de mariage. Le mariage est une chose sérieuse, c'est fait pour être heureux, avoir des enfants, etc. or chacun sait que ces mariages blancs sont des sources de complications affectives graves pour les contractants. De plus se marier pour être français déconsidérerait la finalité du mariage. Le faire parce qu'on y est obligé pour les impôts, les allocations familiales ou pour préserver un patrimoine ne déconsidère rien du tout : c'est la règle.

La plus absurde eu égard aux poursuites contre « l'officine d'immigration clandestine » que serait « Libération » est que le mariage ne suffit pas pour acquérir la nationalité. M^e Leclerc a expliqué à l'audience de la 17^e chambre correctionnelle qu'il ne dispense pas de faire la demande d'option pour la nationalité française et que celle-ci est suivie d'une enquête du ministère de l'Intérieur.

Poursuites de circonstance donc. La chasse à l'immigré se fait maintenant jusque dans les petites annonces de « Libération » qu'on aimerait bien ne pas rater au passage. Tant de sollicitude de la part de la justice à son égard comme au nôtre nous effraye : « Serre-nous moins fort, tu nous étrangles. »

Jugement le 13 mars. La veille on aura voté.

David Freiman

La culture antillaise, entre l'oppression et la mode exotique

• Entretien avec Vincent Placol, romancier et militant antillais.

Nous publions ci-dessous une interview de Vincent Placol, romancier antillais, militant du Groupe révolution socialiste en Martinique. Vincent Placol a publié deux romans chez Denoël : « la Mort de Marcel Gons-tran » et « l'Eau de mort-guildive ». Son troisième roman « Chasses à la mangouste » sera, espérons-le, publié prochainement.

• Comment poserais-tu le problème de la culture antillaise ?

— La société antillaise est plus monolithique que la vôtre ; dans les pays développés, il y a des rapports de tension, des capacités d'expression, un rapport des masses au pouvoir tels qu'il peut y avoir des relations variables. Dans la société coloniale, il y a une relation monolithique entre le pouvoir qui est en général extérieur, la masse qui n'a pas voix au chapitre, sa culture qui est opprimée, ramenée à être mal connue ou inconnue, soit à être folklorisée par la mode.

Prenons un exemple, celui de la musique. Tout le monde reconnaît que nous jouons bien de la musique. Seulement les musiciens sont récupérés par des espèces de vautours qui possèdent les studios d'enregistrement comme Debs ou Nayaradou. Par exemple, les Grammaks, un orchestre de la Dominique, il jouent bien. Mais ils jouent ce que Nayaradou leur dit de jouer.

• Peut-on dire que le créole se meurt ?

— Le créole est une langue populaire. C'est une langue véhiculaire, la langue des masses, réellement. Moi qui

suis un militant politique, un prof, un petit-bourgeois, si je vais dans un quartier populaire et si je m'adresse à un gars en créole, il peut réagir mal, en disant : « Comment, tu crois que je ne peux pas parler français aussi ? » Mais cela ne vient pas du créole, cela vient de l'Etat colonial.

Le créole disparaît un peu, c'est vrai, mais pas à la Martinique, à la Guadeloupe ou à Haïti. L'important, maintenant, c'est d'amener le créole à exprimer les principes de la situation sociale actuelle, de l'enrichir de sorte à tenir un discours qui ne soit pas un discours simplifié. Il ne s'agit pas de ramener le créole à ses origines, mais de le développer. Les emprunts ne sont pas gênants. On ne va pas créer un terme spécial pour désigner un poste de télévision. Une langue est le reflet d'une époque sociale, certains objets disparaissent, et les mots qui les désignent.

L'attitude d'Edouard Glissant, qui prédit la disparition du créole, est à mon avis négative. Certes, le créole s'urbanise, se technicise, mais s'il emprunte au français, il intègre le terme ou l'expression à son originalité linguistique. Ainsi, le Concorde devient « la Konkod » par une confusion d'articles qui, au fond dévoile l'idéologie sous-

jacente au lancement de cet avion.

Le créole est une langue orale parce que l'écrit appartient au pouvoir colonial. Les masses populaires n'ont pas encore gagné le droit à l'écrit. Le passage à l'écrit transfigure la langue, lui ouvre un nouveau statut, à égalité avec les autres langues. Il est un gain social, un gain de civilisation.

• Tu es romancier antillais...

— Je suis persuadé que le roman antillais a beaucoup à apprendre de la littérature latino-américaine, parce qu'il s'agit d'une société un peu semblable à la nôtre ; les romanciers s'y sont toujours attelés à décrire leur situation sociale. Ils ont souvent été engagés politiquement. Ils ont réussi à créer un langage. Je pense à Asturias, Vargas Llosa, Marquez, bien sûr. Il y a chez lui un rapport intime entre l'écriture et l'action politique, aux Antilles, les gens ne sont pas habitués à ça.

C'est ce que j'essaie de faire. Montrer qu'écrire un roman, ce n'est pas s'enfermer dans sa chambre avec ses divagations. Quand quelqu'un écrit un roman, il a un langage, un système de fiction qu'il faut organiser et qui doit être lié d'une certaine façon à la réalité. Ce qui est difficile, c'est de faire des romans vraisemblables. Un roman est bon dans la mesure où l'image apparente qu'il donne, c'est-à-dire sa phrase, joue comme un projecteur sur la réalité. Cela a l'air très XIX^e siècle, mais je ne sors pas de là. Quand on crée un système de fiction, il faut avoir un bagage de mythes sociaux.

• Penses-tu à des gens en particulier ?

— Maintenant, nous sommes à un carrefour. La société antillaise a évolué tellement vite que, jusqu'à maintenant, il n'y a pas de romancier très connu qui ait réussi à créer un langage qui puisse éclairer de façon suffisante la société telle qu'elle est maintenant. Même Césaire, même Glissant.

Vous connaissez l'histoire de Breton qui passait en Martinique et qui a trouvé Césaire dans une épicerie entre une caisse de morues et une caisse de savons de Marseille. S'il n'y avait pas eu la guerre, si Breton n'avait pas été un farceur qui a fui la France de l'occupation pour aller se fou-



Photo Martine Franck/VIVA

tre aux Etats-Unis, peut-être que Césaire serait resté entre ses caisses de morues et de savons de Marseille.

Glissant aussi, bien sûr. Mais avec son univers très fermé, il est, à mon avis, dépassé. Il en est resté à la société coloniale. Il n'est pas parvenu à créer un langage moderne. Il est pris dans une contradiction avec ses personnages. Pour ceux qui sont liés à la terre, il cherche la terre, mais il ne la trouve pas, puisqu'il n'y a plus d'habitations (1). Donc ses romans sont incohérents.

Il y a aussi Salvat Etchard, un Français qui vit ici, et qui en est déjà à son sixième roman. Lisez son dernier roman, *l'Homme empêché*, et vous verrez que d'une certaine façon, il a une vision plus précise de la société martiniquaise que Glissant. Mais je peux vous dire qu'ici son roman ne sera pas lu et compris par plus de quinze personnes.

A mon avis, la littérature antillaise doit tendre à la précision, plus qu'à la profusion, une précision qui implique un

certain rapport avec la société...

• Tu écris pour quinze personnes ?

— Qu'un roman soit lu par quinze personnes, c'est déjà beaucoup, en Martinique, où règne une misère intellectuelle extrêmement grave. Il arrive souvent qu'un copain me dise : « Les romans que tu écris, je ne les comprend pas », et que la masse ne les comprendra donc pas. Je lui répond que j'ai plus confiance en la masse qu'en lui. J'en ai fait l'expérience.

J'ai souvent l'impression que les gens ne considèrent pas un roman comme une recherche, un effort perpétuel. Aux copains qui me reprochent d'être incompréhensible, je réponds que ça m'empêcherait de passer trois ans de ma vie à écrire un truc qu'ils liraient en une demie heure, entre deux whiskies, deux blagues. Je ne cherche pas une diffusion massive. Quinze, vingt lecteurs, c'est déjà beaucoup pour moi. Faire

un « roman populaire » suppose une adéquation historique entre la vie personnelle et une situation politique, c'est plutôt rare. Si Césaire est connu, c'est parce qu'il est au programme de beaucoup de jeunes depuis cinq ou six ans...

• Tu écris en français...

— Je n'ai rien contre la langue française, bien au contraire. Quand je commence ma classe, *la Peste* de Camus est le roman que j'explique d'abord. Parce qu'il a, dans son système de fiction, montré la société coloniale. On dira que je suis un assimilé. Peut-être. Relisez les pages consacrées à Oran au début du roman et pensez à Fort-de-France. C'est exactement la même chose.

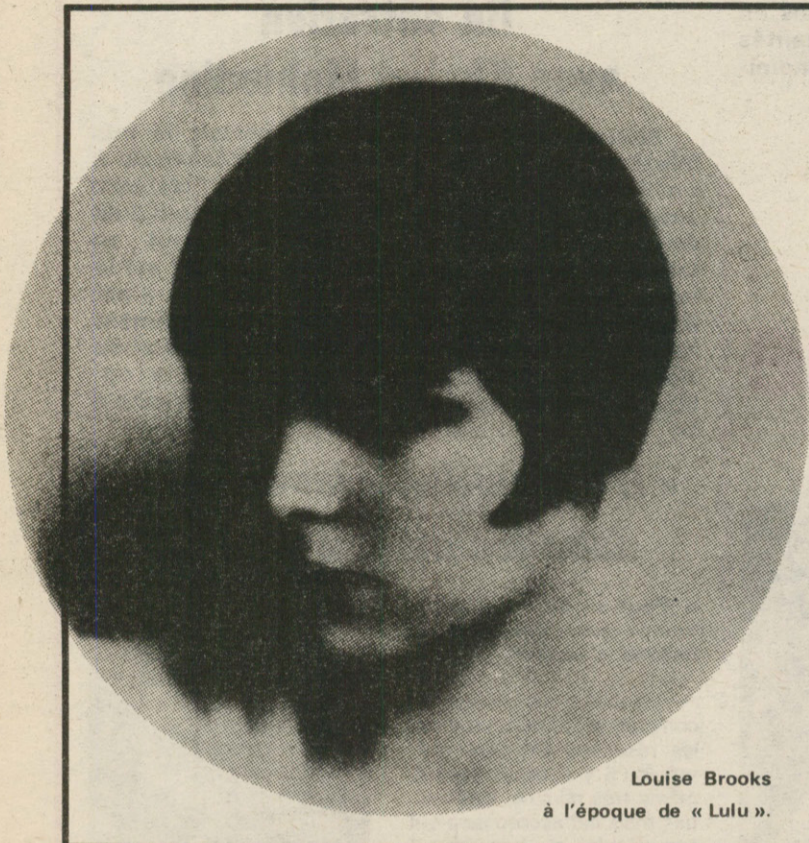
(Propos recueillis par Gérard Fontaine et Alain Brossat)

1) Dans l'économie de plantation, l'habitation est à l'unité de production (champs de canne) et de résidence (à la fois du maître et des esclaves).



A gauche, Vincent Placol. Photo Martine Franck/VIVA

«Ecrire un roman, ce n'est pas s'enfermer dans sa chambre avec ses divagations...»



Louise Brooks à l'époque de « Lulu ».

Louise Brooks

Allemagne 1929. Une femme, Lulu, sème la discorde, la passion et la mort. Elle fascine tous ceux et toutes celles qu'elle approche, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent. Elle meurt elle-même, devenue prostituée des rues londoniennes, d'un coup de couteau de ce Jack l'Eventreur dans lequel certains ont cru voir, à juste titre, le spectre même des refoulements de toute une société.

« Lulu », c'est un de ces films presque légendaires de l'Allemagne des années 1920, de la fournaise et du bord de l'abîme. Le plus grand de ces films-là peut-être. Il fut réalisé par G.W. Pabst, à partir d'un thème, déjà exploité à la scène, d'un dramaturge Wedekind.

« Lulu » déchaîna les passions. Pas toujours très claires, elle n'en étaient que plus profondes, et plus vraies. Celles, laudatrices, de ceux qui virent dans le personnage le symbole même de l'Ange exterminateur salutaire face au vieux monde bourgeois en décomposition, l'image même de toutes les libérations ravageuses. Celles aussi des nazis, violemment opposés au film, et qui s'empressèrent de l'interdire dès qu'ils furent au pouvoir.

« Lulu » a certainement quelque chose d'un Ange exterminateur. Lave en fusion, elle fait le vide sur son passage, fait justice des faux-semblants, ne laisse aucune

place aux demi-mesures. A son contact, l'ordre moral se craquèle, révèle son masque hideux. Sa pureté devient monstrueuse, insupportable, évidemment. Comme celle de cet autre paria, Jack the Ripper, qui le hasard aidant, la tue.

Louise Brooks fut un rêve pour plusieurs générations de cinéphiles maniaques. Elle a quitté le cinéma en pleine gloire pour être tout simplement et tout tranquillement elle-même. Elle l'explique aujourd'hui dans un merveilleux livre qui lui est consacré, et que les textes et photos d'elle qui y sont reproduits détournent allégrement. Au point qu'il devient un pamphlet contre l'industrie du cinéma-légende, contre le culte des stars. Les co-auteurs du livre, Roland Jaccard, Jean-Michel Palmier, Guido Crepax, Lotte H. Eisner, etc. ne semblaient demander que cela : tout est donc pour le mieux. « Louise Brooks, portrait d'une antistar », éditions Phébus : un bouquin aussi décapant que « Lulu ».

Jean-François Vilar

● « Positif » numéro 200, en vente en ce moment, contient un texte de Louise Brooks : « Pourquoi je n'écrirai jamais mes mémoires ».

Paumés du monde entier, ... déridez-vous !

● « Je suis un autarcique », un film de Nanni Moretti.

Je suis un autarcique est un petit film qui nous arrive d'Italie après avoir remporté là-bas un succès aussi considérable qu'inattendu.

Filmé avec des moyens de fortune (super 8 gonflé en 16 mm) mais avec un soin presque professionnel, c'est produit, écrit, dirigé, filmé, interprété, sonorisé et monté par Nanni Moretti. Quelques potes ont aidé Moretti et il ne monopolise pas la caméra, bien que ce soit lui qui fasse les remarques les plus percutantes. Il ne peut pas suppor-

ter Lina Wertmüller en particulier...

C'est de la comédie (à l'italienne se sent-on presque obligé de dire), mais cette fois-ci sur un milieu qui nous est bien plus familier que d'habitude : celui de gauche et d'extrême gauche, celui des paumés de l'art et de la culture parallèles, du théâtre amateur. C'est souvent drôle, bien qu'inégal. Après tout, ce n'est qu'un début... du moins nous l'espérons.

Paulo Antonio Paranagua



Nanni Moretti

télévision



- 13.00 Journal
- 13.35 Les visiteurs du mercredi
- 17.50 Sur deux roues
- 18.10 A la bonne heure
- 18.25 Pour les jeunes
- 18.55 L'accusée (feuilleton)
- 19.10 Une minute pour les femmes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Les amours de la révolution
- La technique de « France-Dimanche » appliquée à l'histoire. Anecdotes d'alcoves et héros en pyjama...
- 21.55 Titre courant
- 22.05 Le cerveau
- Comment peut-on intervenir sur les mécanismes cervicaux et modifier le comportement humain ?
- 23.05 Journal



- 14.00 Aujourd'hui madame
- Avec Marie-Paule Belle.
- 15.50 Le monde merveilleux de Walt Disney
- 15.55 Un sur cinq
- Centième numéro de cette émission pour la jeunesse.
- 18.25 Dorothée et ses amis
- 18.40 C'est la vie
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les six jours d'Antenne 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Question de temps
- Marginales : Georges Brassens
- 21.40 Un entretien, réalisé en 1975, entre le chanteur et Jean-Pierre Chabrol. Un portrait original et attachant.
- 22.20 Journal



- 18.35 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.40 Tribune libre : le Parti socialiste démocrate
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le flic se rebiffe, un film américain de Burt Lancaster (1974)
- Un film « noir », crime et corruption.

Vaudeville 78

● « Préparez vos mouchoirs », un film de Bertrand Blier.

L'amour à plusieurs, c'est un thème peu fréquenté par les scénaristes ; le hasard a voulu que tout récemment à Paris soient projetés en même temps un célèbre ancêtre du genre, la comédie de Romm, *les Trois de la rue Mechanskaïa* (dans un festival de films soviétiques) et le film de Coline Serreau, *Pourquoi pas ?*. Mentionnons pour mémoire, *Sérénade à trois*, de Lubitsch, *la Morte Saison des amours*, de Pierre Kast ; *Jules et Jim*, de Truffaut ; *Sérieux comme le plaisir*, de Robert Benayoun... peut-être que j'en oublie, mais pas beaucoup.

Dans son dernier film, Bertrand Blier perfectionne la situation : parti d'un ménage à trois, il l'augmente à quatre

(comme Coline Serreau), mais, pour corser, le quatrième est un gosse de treize ans. Le jeu des situations « audacieuses » est pratiquement celui du vaudeville classique, avec des répliques « qui font mouche » et qui arrachent le rire.

Ce personnage du petit garçon génial, venu d'un roman américain, le dialogue des prolos commentant Mozart, tiré d'un sketch de Jean Yanne, autant d'ingrédients pas trop originaux que Bertrand Blier sait accommoder, tout en prenant ses précautions pour éviter d'être taxé d'antiféminisme. Voir se vulgariser un thème difficile, c'est la rançon à payer, peut-être, pour un recul de la censure...

Paul-Louis Thirard



Le trio de Blier

Votre numéro, S.V.P. !

● « Pauline ou l'ordinateur », un film de Francis Fehr.

Les technocrates de gauche et même d'extrême gauche nous disent que l'ordinateur (l'informatique en général) n'est pas mauvais en soi, que c'est son usage par le capitalisme qui en fait un instrument supplémentaire d'assujettissement de l'homme.

On veut bien les croire, mais la découverte de leur rôle envahissant dans la vie quotidienne n'en constitue pas moins une source nouvelle d'angoisse... C'est cela le sujet de *Pauline ou l'ordinateur*,

premier film de Francis Fehr. Raconté sur un ton de farce, mélangeant reportage/enquête et fiction, un peu comme au café-théâtre, ce film introduit aisément le débat sur l'ordinateur et notre avenir. A côté de Josiane Balasko, nous découvrons le comique involontaire et complice de Jacques Attali, Louis Leprince-Ringuet, Bernard Tricot et d'autres gens qui d'habitude crèvent de sérieux et endorment leur audience...

P. A. P.

REVUE DES REVUES

321°

DE CINEMA

● Cahiers du Cinéma :

une étude intitulée « Décadrages » sur les cadrages insolites dans le cinéma ; entretien avec Jean Eustache suivi de la critique de *une Sale histoire* ; compte-rendu du Festival de Paris, axé sur les films hongrois, avec une interview de Marta Meszaros et étude sur ses derniers films, ainsi que sur les films de Zanussi et de Mehrjui ; table ronde sur *Le fond de l'air est rouge* de Marker ; critique de *l'Argent de la vieille* ; entretien avec Jacques Doniol Valcroze à propos de l'avance sur recettes ; entretien avec le directeur de la photographie suisse Renato Berta (15 F, n° 284).

● Cinématographe :

Dossier sur le rêve à l'écran, avec quatre articles qui évoquent des films aussi divers que ceux de Altman, Bergman, Herzog, la comédie musicale, Bunuel, Hitchcock, etc ; une étude sur *l'Oeuf du ser-*

pent de Bergman ; des entretiens avec Jean Eustache et Michel Lonsdale à propos de *une Sale histoire* ; critiques de *Mon Oncle* de Tati, de cinq films chinois, de *New-York*, etc. (10F, n°34).

● Ecran 78 :

Une étude sur Joan Crawford ; un dossier « Cinémas de rupture, dix ans après *Mai 68* », à partir d'une rencontre cinéma militant-cinéma expérimental qui a eu lieu en novembre dernier, avec une table ronde ; le début d'un dictionnaire d'acteurs de cinéma (1945-1978) qui se présente en fiches détachables ; un reportage sur le cinéma au Portugal ; des entretiens avec Marty Feldman et Jean-Daniel Simon (12 F, n°65).

● Positif : Numéro spécial avec des documents inédits de Louise Brooks et de cinquante cinéastes (voir notre entretien publié le 11 janvier dernier). (42 F, n° 200).

L'EGYPTE APRES LA RENCONTRE SADATE-BEGIN (3)

Nous publions aujourd'hui la dernière partie de notre reportage sur l'Egypte après la rencontre d'Ismailia. Hier, Sanaa Lotfi et Andréas Dugrandin faisaient le point sur la situation de l'opposition de gauche légale. Ils rappelaient les mouvements

du prolétariat égyptien ces dernières années en constatant le développement des inégalités sociales favorisées par « l'ouverture » économique du président Sadate.

Un entretien avec Khaled Mohiedine

Khaled Mohiedine faisait partie des douze « officiers libres » qui dirigèrent la révolution de juillet 1952 et comptaient notamment dans leurs rangs Nasser et Sadate. Très proche de Nasser il devait s'en éloigner par la suite et être écarté du pouvoir en 1954. Mais l'amitié

que lui portait le raïs lui permit d'échapper à la répression. Président du « conseil mondial de la paix » dissout en décembre dernier par le pouvoir égyptien, il est membre du Parlement et secrétaire général du « Tagamo », seule opposition « de gauche » légale en Egypte.

« L'opposition grandissante dans les mois à venir... »

● Peut-on dire dès maintenant que l'initiative de Sadate a échoué ?

— L'échec n'est pas encore complet et il faut attendre les résultats. On peut prévoir qu'il y aura un accord, même très minime, très partiel, mais cet accord sera-t-il convenable et honorable ? J'en doute car Sadate a joué les dernières cartes que possédaient les Arabes sans avoir un rapport de force convenable.

● En cas d'échec, quelles sont les perspectives politiques en Egypte ?

— Le Wafd peut être une alternative. C'est le parti que soutiennent les saoudiens et les Américains, mais il n'a pas été encore légalisé. Ceci dit, il est prévisible qu'aucun parti n'aura une majorité stable dans un futur proche. En ce qui concerne notre parti, le « Tagamo », il peut peser sur les événements, mais il n'a pas de chance d'être sous peu le parti gouvernant. Le problème est qu'Ismailia n'a pas complètement dissous l'espoir de paix, et corrélativement l'espoir de faire de l'Egypte le « pays de miel ». Sadate va tenter de faire durer cet espoir. Et pourtant nous savons que l'Egypte ne sera pas le « pays de miel » sans une réelle planification, ce n'est pas avec les pays pétroliers et les sociétés



Khaled Mohiedine

monopolistes que le pays sortira de la crise.

● L'initiative Sadate semble s'inscrire dans le cadre d'une stratégie concertée de l'impérialisme occidental, qu'en est-il selon vous ?

— L'Egypte va jouer le rôle de l'anticommunisme en Afrique et au Moyen-Orient. La raison des ruptures avec l'URSS tient d'ailleurs moins au fait que celle-ci aurait refusé de livrer les armes prévues par les accords de 1973. En fait, ces contrats ont été remplis à la fin de 1975, et la véritable raison est ailleurs. L'Egypte a choisi un nouveau type d'alliances. Elle a reçu des avions de transport de troupes de l'Amérique pour pouvoir intervenir en Afrique et appuyer la France au Zaïre. Ce qu'il y a derrière le rapprochement avec Israël, c'est une nouvelle donnée qui concerne toute l'Afrique et le Moyen-Orient.

Mais cette politique isole l'Egypte dans le monde arabe. Comme vous le savez l'Egypte dépend de l'aide étrangère et singulièrement de l'aide saoudienne. Or, l'Arabie Saoudite veut un règlement global, et entend conserver son leadership sur le monde arabe. Elle voit d'un mauvais œil les négociations entre l'Egypte et Israël. Quant aux autres Etats Arabes, la plupart s'opposent à l'initiative. De la sorte l'Egypte est isolée politiquement et économiquement. Ceci contrarie la possibilité d'un accord avec Israël qui demanderait pour être accepté par le peuple égyptien, de faire d'énormes compensations aux masses de ce pays. Or, Sadate est bien incapable de relever le niveau de vie des Egyptiens.

● Dans ces conditions l'opposition à Sadate ira-t-elle grandissant ?

— L'opposition est actuellement minoritaire. Mais cette minorité ira grandissant dans les mois à venir.

Le Caire 8/1/1978
Entretien réalisé par Sanaa Lotfi et Andréas Dugrandin

L'opposition communiste clandestine



Creusement d'un canal égyptien : 25 % de la paysannerie est touchée par le chômage.

De là à dire que la situation est grosse de nouveaux affrontements, il y a un pas qu'il n'est cependant pas évident de franchir. L'initiative de paix a suscité un relatif espoir, et l'enlisement des négociations ne l'a pas encore complètement dissipé. Dans ces conditions, la gauche, aussi bien officielle que clandestine, traverse une passe difficile, ainsi que le dit Khaled Mohiedine dans l'interview qu'il nous a accordée. Le Tagamo s'oppose à Sadate, non pas tant sur le principe de négociations, que sur la manière sans principes de négocier qu'il a adoptée. Le reproche essentiel fait à Sadate tient au fait que les négociations s'effectuent au détriment de la solidarité arabe, et dans des conditions défavorables de rapport de forces. Lotfi El Kholi nous disait que lorsque Nasser a négocié avec les Anglais en 1954, il s'appuyait sur un mouvement de résistance. Aujourd'hui, Sadate négocie le dos au mur, alors que la résistance palestinienne a été relativement éreintée par la guerre civile au Liban et que l'armée égyptienne a perdu son potentiel offensif depuis la rupture des accords de livraison d'armes passés avec l'URSS.

Mais que pèse cette opposition du Tagamo, alors que derrière l'initiative de paix avec Israël c'est de la redistribution des cartes à l'échelle de toute la région qu'il s'agit ? D'autant plus que le régime de Sadate n'y va pas par quatre chemins pour éviter les notes dissonnantes dans le concert d'applaudissements qu'il prétend susciter en Egypte. Alors que le Tagamo est un parti officiel, jouissant d'une représentation à l'Assemblée, ses militants sont arrêtés lorsqu'ils essayent d'intervenir. Al Ahram du 22 dé-

cembre rapportait que des militants et des dirigeants du Tagamo avaient été arrêtés lors d'une distribution de tracts à Helouan et à Meadi, dans la banlieue caennote. Les syndicalistes sont en but à toutes sortes de tracasseries. Un membre de la direction du Tagamo nous a remis un document de protestation expliquant la tactique du gouvernement. Les ouvriers opposés à Sadate sont transférés autoritairement à plusieurs centaines de kilomètres de leur lieu de travail, ce qui tout à la fois leur crée des difficultés sociales et familiales insupportables et les isole.

Les partis clandestins

La situation des partis clandestins est moins connue. Khaled Mohiedine nous déclarait qu'ils étaient actifs, et d'autant plus actifs que le Tagamo est empêché d'agir. Il y aurait six groupes importants dans la clandestinité en comprenant le PCE. De ces six groupes, un seul a soutenu l'initiative Sadate, expliquant que la paix démasquera les contradictions sociales et obligera le régime à se démasquer. Ce groupe, le Courant révolutionnaire, est très faible.

Plus intéressant semble être le Parti communiste ouvrier égyptien dont 450 membres auraient été arrêtés après les émeutes de janvier 1977. Selon les procès-verbaux de l'instruction du procès, ce groupe original, qui ne soutient ni Moscou ni Pékin quand bien même il comporte un petit noyau maoïste, serait lié au Sud-Yemen et au FDPLP de Hawatmeh. Il est dépendant difficile de contrôler la vérité de ces accusations. Ce qui par contre est certain, c'est que ce groupe, originairement constitué par des étu-

dants, dispose d'une implantation nationale, ainsi qu'en témoigne le fait qu'il a eu des membres arrêtés dans toutes les principales villes d'Egypte. Formé d'éléments très jeunes (la majorité de ses membres aurait entre 18 et 30 ans), il est sans doute le seul groupe (avec le petit groupe lié à la IV^e Internationale) à avoir joué un rôle en janvier 1977. Cependant, le PCOE est avant tout composé d'étudiants et d'intellectuels, et n'a, en tout cas, pas d'implantation dans la paysannerie (où seul le vieux PCE dispose de cadres, pour la plupart âgés).

Les groupes d'extrême gauche sont nettement moins actifs et peu implantés. Le Groupe du 8 janvier, formé par des communistes qui s'unifièrent en janvier 1958, vit sur le programme d'unification constitué alors et n'a vu aucun renouvellement de ses effectifs. Le Club de la pensée démocratique, formé à l'université du Caire (et dont serait originaire le petit groupe trotskyste), ne regroupe que peu de membres et ne dispose pas d'une analyse connue de la situation égyptienne. Il développe l'idée qu'une étape démocratique est le préliminaire nécessaire de toute activité révolutionnaire. Enfin, un nouveau groupe s'est constitué, sans que l'on ne connaisse ici autre chose que son nom : le Parti communiste démocratique.

Ce bref panorama des organisations clandestines n'incite guère à l'optimisme. A court terme, la perspective de voir se constituer une organisation politique du prolétariat suffisamment puissante pour s'opposer efficacement aux manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et ouvrir une alternative révolutionnaire paraît irréaliste. Quant au Tagamo

(que le PCOE accuse de n'être qu'une opposition de sa majesté à l'actuel régime), il ne peut être, dans le meilleur des cas, et sans doute pas immédiatement, qu'une solution de rechange réformiste-bourgeoise. La répression qui l'affecte prouve toutefois que le régime Sadate ne se sent pas vraiment sûr de lui, qu'il se méfie du feu révolutionnaire qui peut couver sous les cendres tièdes des pourparlers soporifiques du Caire et de Jérusalem.

Andréas Dugrandin et Sanaa Lotfi

LE PARTI COMMUNISTE EGYPTIEN

Le Parti communiste égyptien a une histoire chargée. En butte à une dure répression sous le régime de Nasser, il avait cependant été amené à se rallier au raïs, alors promu chef de file du progressisme arabe par la diplomatie soviétique. L'alignement sans critique sur le pouvoir nassérien a conduit nombre de membres de l'ancien PCE à s'allier aux nassériens de gauche dans le cadre du « Tagamo », « l'organisation des progressistes unionistes » de Khaled Mohiedine. On estime généralement que le « Tagamo » comporte 10 % de marxistes et 70 % de nassériens de gauche. Mais, parallèlement, le courant communiste d'obédience stalinienne s'est reconstitué, depuis l'annonce le 1^{er} mai 1975 de la création d'un nouveau Parti communiste égyptien. Selon Walid Rifai, auteur d'un article intitulé « L'opposition de gauche » paru dans Afrique-Asie n° 102, il appelle « à l'organisation d'un front patriotique national, à la réalisation d'un accord susceptible d'avoir l'accord de tout le monde ». Opposé à l'initiative de Sadate et jouissant d'un minimum d'implantation dans le monde ouvrier, le PCE n'est cependant qu'une force secondaire dans la vie politique égyptienne. Parti qui n'a rien d'eurocommuniste, soutenant inconditionnellement l'URSS, le PCE est l'objet d'attaques incessantes du régime Sadate qui, aujourd'hui, s'en prend à tout ce qui, de près ou de loin, paraît lié à Moscou.

Les forces réelles du mouvement communiste pro-soviétique en Egypte sont enfin plus difficiles à estimer numériquement, que ce nouveau PCE clandestin n'épuise pas le sujet. Ainsi que nous l'avons dit les membres de l'ancien PCE conservent une influence qui n'excède cependant pas les milieux de l'intelligentsia bourgeoise et de la petite bourgeoisie. Ces limites sociales ne favorisent guère sa capacité d'intervenir contre le pouvoir, alors même qu'existe un prolétariat concentré et combatif.

Andréas Dugrandin et Sanaa Lotfi